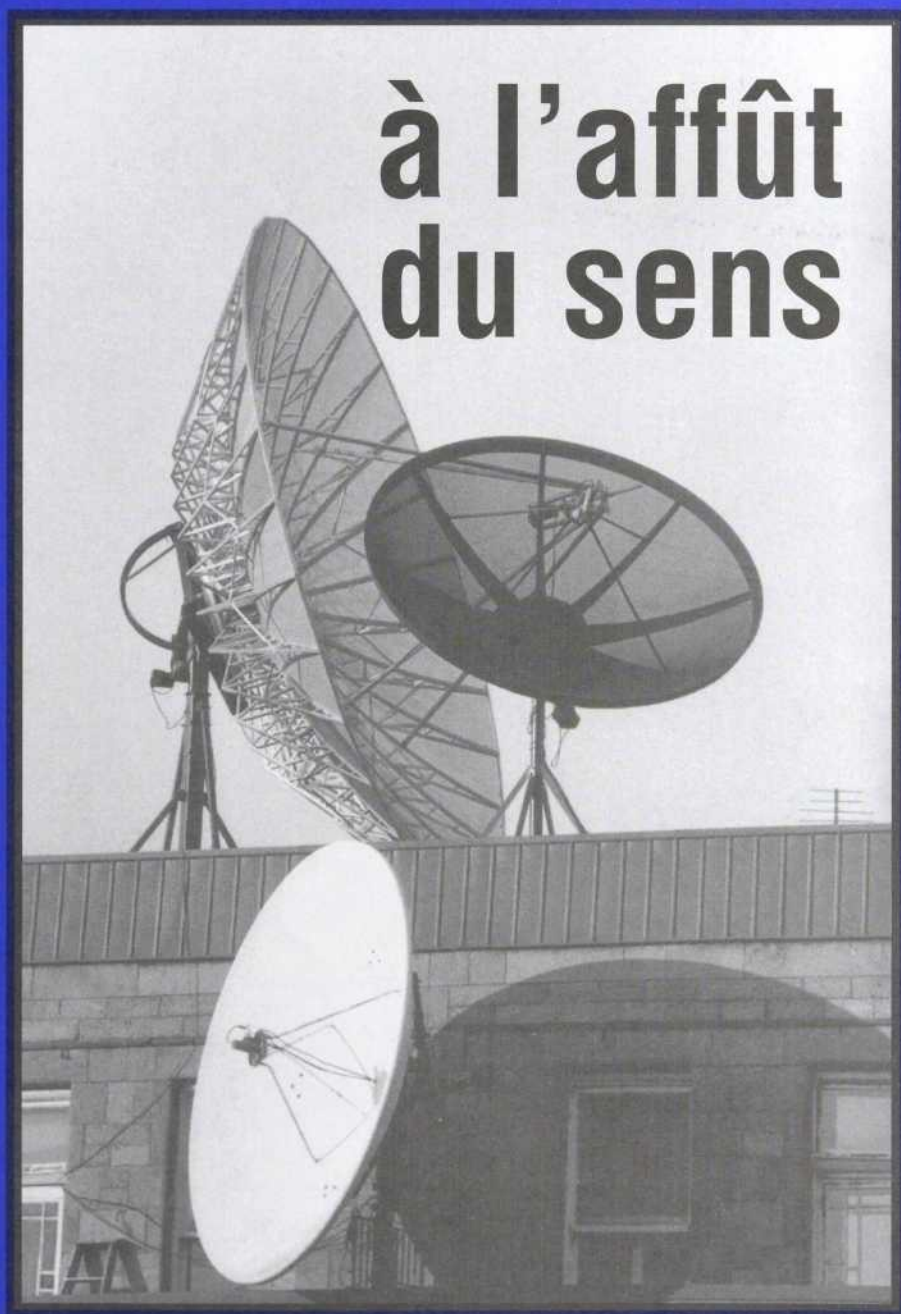


relations

janvier-février 1994 3,50\$ no 597

**à l'affût
du sens**



À l'affût du sens... Qui ne l'est pas! De tout temps, les femmes et les hommes ont posé la question du sens. Toutefois, à *Relations*, nous croyons que nous traversons un moment critique de l'histoire, où la recherche du sens, tant pour notre vie personnelle que pour l'ensemble de la société, est devenue plus urgente que jamais.

Dans le présent dossier, vous pourrez lire un long texte, signé par Guy Paiement. Ce dernier distingue, des multiples sens préfabriqués et souvent imposés dans notre société, celui que nous pouvons construire ensemble. Cette réflexion audacieuse situe l'aventure du sens au coeur de notre choix de société.

Ceux et celles qui lisent fidèlement *Relations* reconnaîtront certaines des préoccupations qui avaient animé la table ronde sur la fraternité, publiée en décembre 1992. Si nous avons voulu prolonger cette discussion, c'est parce que nous percevons que le néo-libéralisme qui envahit notre société est autant un phénomène culturel qu'un phénomène économique. Par son fatalisme qui réduit la vie en société à une logique marchande, cette vision du monde supprime tout questionnement sur les valeurs qui sous-tendent notre vie collective.

Au printemps, nous prolongerons notre réflexion avec un dossier sur la place de l'amour dans la lutte pour la justice. Nous scruterons alors le lien qui nous unit dans une commune humanité et qui nous rend sensibles tant à la souffrance qu'au bonheur d'autrui. Un dossier ultérieur portera justement sur le bonheur. Car, tout compte fait, n'est-ce pas sous cet horizon qu'il faut placer notre aspiration à la justice et à la solidarité humaine?

Poser la question du sens, c'est donc renouer avec cette recherche de solidarité et de gratuité qui est au coeur de notre option pour la justice et à la source de notre engagement pour une transformation réelle de notre société. Ne s'agit-il pas d'un questionnement essentiel pour quiconque espère un monde meilleur?

Carolyn Sharp

relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe membre de la Compagnie de Jésus.

DIRECTRICE
Carolyn Sharp

COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, Jean-Marc Biron, Jacques Boucher, Céline Dubé, Joseph Guère, Julien Harvey, Guy Paiement, Francine Tardif

BUREAUX
25, rue Jarry ouest
Montréal H2P 1S6
tél.: (514) 387-2541

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION
Jean Périgny

COLLABORATEURS

ASSISTANT À LA RÉDACTION
Fernand Jutras

André Beauchamp, Michel Beaudin, Alain Bissonnette, Jean-François Bouchard, René Boudreault, Pierre-André Fournier, Vivian Labrie, Yves Lever, Jean Pichette, Jean-Paul Rouleau, Shirley Roy

ABONNEMENTS
Hélène Desmarais

10 numéros (un an): 25,00\$ (taxes incl.)
Deux ans: 45,00\$ (taxes incl.)
À l'étranger: 27,00\$
Abonnement de soutien: 50,00\$

TPS: R119003952
TVQ: 1006003784

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Points de repères* et dans le *Canadian Periodical Index*, publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.
ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes en s'adressant à *University Microfilm*, 300 North Zeeb Road, Ann Arbor Michigan 48106-1346 USA.
Envoi de publication - Enregistrement no 0143

face à l'actualité

Pour un développement durable
Des rumeurs inquiétantes
Problèmes éthiques et parole des citoyens
Un rêve bien vivant
Des théologiens réagissent

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DU MONDE RURAL TROIS ANS APRÈS

trois ans se seront écoulés, en février, depuis les États généraux du monde rural. Cette grande rencontre avait réuni pendant trois jours, à Montréal, 1200 personnes, déléguées par une centaine d'organismes différents, pour discuter de la situation et de l'avenir du monde rural québécois. Cet événement a-t-il porté des fruits?

Il est sans doute utile de rappeler sommairement que ces États généraux ont fait le constat du déclin démographique, économique, social et culturel du monde rural québécois: un déclin très sévère dans les régions périphériques, une désorganisation moins forte et sous des formes parfois différentes dans les régions plus centrales. Ils ont surtout, à la lumière d'une analyse des impacts négatifs de notre modèle de développement économique sur le monde rural, dégagé des orientations pour l'avenir. Celles-ci ont été traduites dans une déclaration finale, acceptée par l'assemblée et formellement endossée par 28 grands organismes du Québec. Cette déclaration repose sur une

vision d'un développement plus global et multidimensionnel, davantage assuré par les populations locales et régionales elles-mêmes et davantage lié ou «ancré» aux différents territoires, de manière à assurer au monde rural la durabilité de ses ressources, la permanence de ses populations et la vitalité des communautés humaines qui le composent.

Il n'est pas nécessairement possible de relier de façon immédiate aux États généraux, du moins sans étude spécifique à ce sujet, des initiatives originales de développement rural qui ont pu être prises ou des changements d'orientations politiques et des changements de mentalité qui ont pu survenir. Mais il est facile de citer des initiatives ou des cas de changements qui ont pu être provoqués ou influencés par les États généraux.

Ainsi, par exemple, la réforme Picotte sur les structures et les orientations politiques du gouvernement du Québec en matière de développement régional (même si cette réforme n'est pas par-

faite); de même le rapprochement significatif observé entre l'UPA et l'UMRCQ, deux organismes qui ont des rôles absolument fondamentaux à jouer dans le développement du monde rural; la création d'une Chaire en développement des petites collectivités, par l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue; la préparation en cours de réalisation, par l'Université du Québec à Rimouski, d'un certificat de premier cycle en développement rural; l'amorce récente d'un changement de position du ministère des Forêts dans le dossier de la rétrocession des lots boisés intramunicipaux, dossier crucial par rapport à la survie et au développement de nombreuses communautés rurales des régions ressources. Ce sont là quelques exemples de réalisations d'assez grande envergure qui vont dans la direction définie dans la *Déclaration du monde rural*. Il y a en a bien d'autres, surtout de très nombreuses initiatives locales et régionales moins visibles, qu'il serait très intéressant de relever et très utile de faire connaître.

Le suivi plus organisé des États généraux du monde rural est assuré par Solidarité rurale du Québec, une coalition des organismes qui ont signé la *Déclaration du monde rural*. Elle s'est donné un minimum de structures de direction, sous la présidence de M. Jacques Proulx, et un petit secrétariat. Son action jusqu'à maintenant en a été une principalement d'animation, d'information et de formation, pour favoriser la présence dans les régions d'organismes ou de comités chargés de provoquer un mouvement de prise en charge du développement par les communautés rurales locales. Des organismes ou comités de ce genre existent actuellement dans dix régions et quelques-uns ont déjà commencé à travailler avec des communautés locales. Solidarité rurale a, bien sûr, pris aussi un certain nombre d'initiatives

au niveau national, par exemple la tenue de deux conférences annuelles, l'organisation de sessions de formation et de rencontres pour des leaders régionaux, la mise en circulation d'un bulletin de liaison, quelques prises de position sur des dossiers d'actualité, etc.

Mais la question fondamentale demeure. À travers toutes les initiatives qui ont pu être inspirées par les États généraux du monde rural, la situation de déclin du monde rural s'est-elle améliorée? Ce qu'on peut dire aujourd'hui avec confiance, c'est qu'une nouvelle façon de percevoir le développement et de le pratiquer commence à prendre racine dans le monde rural.

Plusieurs signes témoignent du progrès de cette façon de faire qui privilégie la prise en charge du développement à partir des ressources humaines, matérielles et financières des communautés locales et qui privilégie l'approche territoriale du développement par rapport à l'unique approche sectorielle. Parmi ces signes, il faut signaler l'engagement dans cette voie d'organismes du milieu rural de plus en plus nombreux: des CADC, des CLSC, des institutions de crédit reliées au Mouvement Desjardins, des fédérations et des syndicats de l'UPA, des MRC et des municipalités, etc. Ce qu'on peut dire aussi, et qui apparaît de plus en plus évident, c'est que la question rurale prend de l'importance dans l'opinion publique. On devient conscient de la nécessité pour le Québec de pouvoir compter sur des régions et des localités rurales vivantes et accueillantes. Ce sont là des progrès significatifs. ■

Henri-Paul Proulx

Secrétaire général de Solidarité rurale du Québec

L'ÉDUCATION POPULAIRE AUTONOME SURVIVRA-T-ELLE?

mil neuf cent quatre-vingt-quatorze marque le vingtième anniversaire du financement des activités d'éducation populaire autonome (ÉPA) par le gouvernement du Québec. Pourtant, on est loin d'avoir l'esprit à la fête chez les quelques 750 groupes dont les activités d'ÉPA sont présentement financées par le ministère de l'Éducation (MÉQ). Outre ses appréhensions habituelles sur le financement déjà précaire, le réseau d'éducation populaire s'inquiète cette année de l'avenir même de son dossier au sein du MÉQ. L'origine de ces inquiétudes remonte à une rencontre tenue au mois de mai entre ses représentants et la ministre de l'éducation, Madame Lucienne Robillard.

Lors de cette rencontre, la ministre Robillard s'est interrogée sur la pertinence, pour son ministère, de financer des groupes qui oeuvrent dans de multiples champs d'intervention (logement social, aide sociale, condition des femmes, violence familiale, etc.) et auprès de clientèles aussi diverses que démunies. Tout en admettant que les groupes populaires jouent un rôle actif et important, la ministre tenait à rappeler que la mission première du MÉQ était de «scolariser les jeunes» et non de permettre à des adultes d'acquérir des connaissances et des habiletés leur permettant de jouer un rôle plus actif et créatif au sein de la société québécoise. Dans ce sens, la ministre définissait les groupes d'ÉPA plutôt comme des groupes d'action communautaire et non comme groupes oeuvrant par le biais d'activités éducatives.

L'interrogation de la ministre représente à la fois un affront et un défi pour les groupes d'ÉPA. Un affront dans la mesure où la question relève d'un refus, de la part de la ministre et de ses fonctionnaires, de reconnaître la réalité de l'éducation populaire autonome et le travail éducatif fait par les groupes d'ÉPA. Un affront également, parce que la question même est issue d'une ligne de pensée qui voit le modèle d'éducation scolaire comme le seul modèle d'éducation valant un soutien de la part de l'État. Qui dit éducation scolaire dit: élève-professeur, école, institution, contenu prédéterminé, expert-apprenant, réussite-échec, apprentissage privé... Si une telle vision domine chez les conseillers de la ministre, ou chez la ministre elle-même, la conclusion logique est que l'éducation populaire autonome ne doit pas relever du ministère de l'Éducation, car ce type d'éducation ne s'inscrit certainement pas dans ces paramètres!

Par contre, l'interrogation actuelle de la ministre et du MÉQ s'avère un défi, car elle oblige encore une fois les groupes d'ÉPA à redire ce qu'est l'éducation populaire autonome et pourquoi le MÉQ devrait continuer à la soutenir et à la financer.

Pour les groupes, l'éducation populaire autonome consiste à apprendre ensemble la prise en charge des conditions de vie et de travail. Les apprentissages individuels et collectifs se vivent à travers des activités, projets, démarches et actions variés, mis sur pied par les personnes afin de répondre à leurs besoins, de

transformer leur milieu de vie et, par le fait même, la société. L'éducation populaire rejoint les personnes les plus démunies tant sur le plan social qu'économique.

Fondamentalement, les groupes d'ÉPA, à travers l'ensemble de leurs démarches, forment des citoyennes et des citoyens actifs et capables de participer aux grands débats sociaux. Ce rôle majeur assure la santé de la démocratie de notre société. Malgré cet apport fort important, les rumeurs du démantèlement du réseau de l'ÉPA par le MÉQ persistent. Si le ministère de l'Éducation se refuse à financer ce type d'activité, quel autre ministère le fera? Puisque les autres ministères ne sont pas investis de la mission de l'éducation au sens large, pourquoi, en ce moment de dégraissage de l'État, d'autres ministères relèveraient-ils ce mandat?

Depuis plusieurs années, de nombreuses personnes, groupes et regroupements se sont employés à définir l'éducation populaire autonome, à créer des outils pour la développer, à établir des paramètres pour la juger, à la rendre vivante et présente dans les interventions quotidiennes des groupes populaires. Par la mise sur pied, il y a vingt ans, d'un programme exclusif aux groupes d'ÉPA, le MÉQ a reconnu ce travail. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui?

Avant de songer à y mettre la hache, en cette année d'anniversaire, il faudrait que le MÉQ évalue si la saignée qui en découlera ne mettra pas davantage en péril la santé de notre société. ■

Vincent Greason et Monique Villeneuve

L'ÉTHIQUE: UNE AFFAIRE DE SPÉCIALISTES?

Après quatre ans de tergiversations et une facture évaluée à près de \$ 28 millions, la Commission royale d'enquête sur les nouvelles techniques de reproduction, présidée par Mme Patricia Baird, a finalement déposé son rapport, le 30 novembre dernier. Les spécialistes de la médecine de reproduction, les couples infertiles, les groupes de femmes, entre autres, ont immédiatement fait part de leurs désaccords avec les recommandations de la commission. Ces divergences d'opinions n'ont évidemment surpris personne, tant l'histoire du développement de ces techniques est jonchée de controverses.

À cet égard, les technologies de reproduction ne peuvent aucunement prétendre à l'originalité: elles nous placent, comme les biotechnologies, l'avortement ou l'euthanasie, devant des questions qui semblent nous laisser sans réponses capables de susciter ne fût-ce que l'ombre d'un début de consensus au sein de la population. On pourrait d'ailleurs élargir de beaucoup le spectre des questions générant des positions apparemment inconciliables: nos journaux en sont quotidiennement inondés. À la croissance exponentielle de tels conflits fait toutefois écho, depuis quelques années, la prolifération d'une multitude de techniques de médiation ou d'arbitrage. Dans un monde pluraliste, nulle «vérité» ne saurait s'imposer d'elle-même aux parties en conflit: il faut savoir composer avec les divergences d'opinions et trouver des accommodements qui, à défaut d'être nécessairement exaltants, peuvent assurer un minimum de cohésion sociale.

Mais comment atteindre un tel consensus sur des questions qui touchent au cœur même de la vie humaine? Si les débats autour du début et de la fin de la vie humaine suscitent de telles controverses, n'est-ce pas parce qu'ils nous obligent à repenser une question qui hante l'humanité depuis ses débuts: qui sommes-nous? Une telle interrogation nous contraint, en effet, à affronter le problème de la place de l'homme dans l'univers et celui, afférent, d'éventuelles limites à son action. Si une telle question, encore une fois, ne spécifie aucunement le monde qui est le nôtre, la façon dont on tend aujourd'hui à l'évacuer s'avère au contraire hautement significative. On ne peut continuellement balayer sous le tapis cette question de l'identité, qui renvoie, fondamentalement, aux grandes orientations normatives d'une société: la représentation qu'une société se fait du genre humain balise toujours le parcours qu'elle entend suivre.

La gestion technocratique des problèmes sociaux, au nom d'un savoir porteur d'une rationalité supérieure, tend ainsi à établir une coupure entre le sens commun et les questions normatives. Des spécialistes se voient confier la tâche d'assurer le bon fonctionnement de ce qui apparaît désormais comme une «mécanique sociale» dont les frottements entre les rouages doivent alors être réduits au minimum pour en éviter la désintégration. Les problèmes éthiques soulevés par les questions touchant la vie humaine montrent toutefois l'absurdité d'une telle logique: on assiste ainsi aujourd'hui au retour du refoulé — la dimension normative de l'existence humaine — sous la forme d'inextricables «conflits de valeurs» nous plaçant devant la nécessité de réfléchir sur les orientations à donner à notre devenir collectif. Au nom de la complexité prêtée à la réalité sociale, ces interrogations tendent toutefois de plus en plus à être confiées à des spécialistes, chargés d'assurer la médiation entre les différentes positions. Le recours aux spécialistes des questions éthiques empêche ainsi de prêter quelque légitimité que ce soit à la parole des citoyens «ordinaires» sur les questions touchant au sens le plus profond que peut encore revêtir la vie humaine!

Il ne s'agit pas ici de nier l'importance fondamentale de la réflexion éthique dans toute la tradition de pensée occidentale: la connaissance de celle-ci peut certes nous aider à mieux comprendre les enjeux des problèmes auxquels nous sommes maintenant confrontés. Il faut toutefois rappeler une chose. Le passage, dans la modernité occidentale, d'une morale transmise de façon autoritaire à une éthique individuellement constituée ne signifiait aucunement un oubli de la dimension sociale de la vie humaine: celle-ci était simplement assumée par chacun, en son for intérieur, sur la base d'une commune représentation de l'individu comme être rationnel, capable à ce titre de guider lui-même son action dans le monde. L'éthique s'inscrivait ainsi dans un cadre irréductiblement politique, entendu dans le sens précis de lieu de réflexion critique sur les grandes orientations de la société. Le confinement contemporain de l'éthique dans un domaine de spécialistes procède d'une logique radicalement contraire. Faudrait-il constituer une commission royale d'enquête pour finir par le reconnaître? ■

Jean Pichette

HAÏTI: TEMPÊTE TERRORISTE

«**Q**ui sème le vent récolte la tempête!», pouvait-on entendre dans les médias de Port-au-Prince, le lendemain du massacre du 11 septembre 1988. Qui parlait ainsi sentencieusement? Nul autre que Frank Romain, le commanditaire du massacre et maire auto-proclamé de Port-au-Prince. Cet ancien colonel-bourreau de Duvalier père et codirigeant du coup d'État militaire de juin 1988 cherchait alors, le cynisme dans les yeux et la menace sur les lèvres, à expliquer à une population sidérée et révoltée l'horrible et inimaginable événement du 11 septembre.

Ce jour-là, on s'en souvient, un commando de tueurs à gages à la solde du maire, connus sous le nom suggestif de «brassards rouges», fit irruption dans l'église de Saint-Jean-Bosco, au cours d'une messe célébrée par le père Aristide, et massacra plus d'une douzaine de fidèles, sans réussir toutefois à atteindre la cible de l'opération, le père Aristide lui-même. Puis, il retraits calmement en bon ordre, sous la protection de l'armée, après avoir mis le feu à l'église et averti que ce n'était qu'un début.

C'est pour justifier l'injustifiable que Frank Romain tentait à la radio de manipuler, par une sorte de rapt philosophique, le vieil adage de la sagesse universelle pour le retourner contre la Victime, la Raison et le Droit.

Ce fait brièvement relaté peut servir à éclairer le paradigme de la violence d'État en Haïti. Il peut aider à déchiffrer le phénomène paradoxal du déchaînement d'un terrorisme public (entendu dans les deux sens du mot, non caché et officiellement autorisé, étalé sur la place publique et réalisé avec l'accord d'institutions publiques) et du déploiement d'une propagande officielle qui attribue la responsabilité des violences aux comportements violents de «la populace».

Depuis une dizaine d'années environ, on assiste à la fois à un recours toujours plus massif à une violence d'État illégale contre le peuple et à une campagne officielle toujours plus raffinée qui accuse «la populace» de provoquer la violence sociale et incite les autorités en place à prévenir «la violence populacière» (*mob violence*).

Fait significatif, on constate, durant la même période de déchaînement du terrorisme d'État, qu'un vent de changement

social n'a jamais cessé de souffler. Et, partout où la volonté de changement s'est manifestée avec force, s'est aussi déchaînée une tempête terroriste paramilitaire. Notamment contre le jeune mouvement paysan, contre les embryons d'organisations populaires des bidonvilles et des quartiers pauvres, contre le dynamique mouvement étudiant. Plus fort et vaste est le vent du changement, plus brutale et dévastatrice est la tempête du terrorisme d'État, plus agressive et cynique aussi est la campagne de justification de la violence paramilitaire: «qui sème le vent récolte la tempête!»

On pourrait, à partir de la lecture inversée du vieil adage par Frank Romain, expliciter ainsi le discours macoute d'auto-justification du terrorisme d'État:

Notre violence d'État est le produit de la violence appréhendée inhérente à la demande sociale de changement de la part de «la populace». Nous avons été forcés, imbus de notre devoir d'ingérence militaire, d'exécuter le coup d'État sanglant de septembre 91, afin de prévenir une «dictature populacière» sous la direction du père Aristide. Nous avons été acculés à ce que d'aucuns croient être une folie meurtrière contre les organisations populaires, pour prévenir les représailles possibles de la foule envieuse contre les privilégiés impliqués dans le coup. Et maintenant, nous sommes poussés au nettoyage social à l'encontre des milieux populaires, comme on l'est là-bas dans l'ex-Yougoslavie pour ce qui regarde le nettoyage ethnique, dans le seul but de prévenir la dictature de «la majorité inculte d'en dehors» sur l'élite éclairée qui forme la vraie nation. Bref, 29 septembre 91 et toute sa terreur ultérieure était et reste nécessaire, si on veut sauver la petite Ville centrale organisée du péril des immenses bidonvilles périphériques et anarchistes...

Telle est la représentation par la minorité privilégiée des enjeux de la crise haïtienne. Elle dit avoir affaire à une populace dangereuse, qui est environ huit fois plus nombreuse qu'elle et qui, en réclamant le changement, refuse sa condition de travailleuse inculte-soumise-marginalisée; cette masse menace donc l'ordre établi par la minorité privilégiée, et doit être, comme telle, maintenue dans sa condition et contenue à distance par la

COURS PAR CORRESPONDANCE

- Cours I: Introduction générale à l'Ancien Testament
- Cours II: Introduction au Nouveau Testament
- Cours III: Un certain visage de Jésus: l'Esprit
(chaque cours comprend douze leçons)

Les frais de participation doivent être versés au moment de l'inscription. Ils couvrent les frais de correction et de poste: 50\$ chaque cours (35\$ sans correction); hors Canada: 75\$ chaque cours (60\$ sans correction).

SOCABI

Société catholique de la Bible, 7400, boul. St-Laurent, Montréal H2R 2Y1, tél.: (514) 274-4381.

force ou la violence d'État. Comme jadis l'a été la masse des 600 000 esclaves de Saint-Domingue en face des quelque 40 000 maîtres.

«Populace inculte et dangereuse», exclue en fait de la Nation minoritaire, opprimée sans mesure et méprisée sans retenue, comme si elle vivait dans une société d'apartheid. Sa condition rappelle celle de la masse esclave de jadis, traitée par le colon comme «l'ennemi intérieur», passée pour «superstitieuse et dangereuse», dépossédée de tout et de soi-même jusqu'à sa dignité humaine. On pourrait aussi évoquer à ce propos la condition des «classes dangereuses» du XIXe siècle industriel, des ouvriers et ouvrières surexploités, dépossédés de tous leurs droits.

En fait, l'opprimé est toujours dangereux aux yeux de l'opresseur, d'autant plus dangereux qu'il est plus opprimé. Et la violence préventive pour le contenir et le maintenir dans sa condition sera d'autant plus brutale que l'opresseur, échappant quelquefois à l'auto-aveuglement, jugera l'auto-défense de l'opprimé inévitable, sinon légitime.

On pourrait dire, pour reprendre l'image du vieil adage déjà cité, que la crise haïtienne d'aujourd'hui consiste dans le déchaînement, par la minorité privilégiée, d'une tempête terroriste contre le vent du changement que fait souffler sur la société d'exclusion la majorité démunie.

Comment, dans ce cas, réussir à résoudre une crise aussi profonde et durable? L'histoire l'atteste, là où les droits sont brimés ou niés d'un côté, et revendiqués de l'autre par la conscience opprimée, les crises ne sont jamais résolues que par la reconnaissance ou par la restauration de ces droits. De gré ou de force, par la négociation ou par la révolution.

Pour sa part, le peuple haïtien poursuit irrésistiblement sa lutte pour le changement de la société d'exclusion et continue de chercher une solution négociée de la crise. Loin de s'évanouir dans la nuit de la terreur, son rêve de changement ne cesse de s'épanouir, nourri de la solidarité agissante des amis de partout de la démocratie et de la justice. ■

Franklin Midy

LES RÉACTIONS À LA DERNIÈRE ENCYCLIQUE

Jean-Paul II publiait, le 5 octobre dernier, l'encyclique *Veritatis Splendor* qu'il adressait, non pas aux laïques, mais aux évêques de l'Église catholique. L'encyclique porte sur «la crise» causée dans l'Église par la réticence croissante des fidèles et de nombreux théologiens face à l'enseignement moral de l'Église. Le pape demande aux évêques d'user de leur autorité pour reprendre en mains le laïcat et pour purger les institutions ecclésiastiques des théologiens dissidents. L'encyclique défend la tradition officielle de la doctrine catholique et s'appuie sur les arguments de la néo-scholastique traditionnelle pour interdire sous peine de péché mortel le recours, dans le mariage, aux méthodes artificielles de régulation des naissances et toute expression génitale de la sexualité à l'extérieur du mariage, y compris la masturbation.

De fait, la dissidence est très répandue dans l'Église catholique. Même la commission pontificale créée par le pape Paul VI il y a plus de vingt ans, et qui comptait plusieurs évêques, en était venue à la conclusion que l'Église devrait revoir son enseignement en matière de régulation des naissances. Paul VI rejeta les recommandations de la commission: ce fut *Humanae Vitae*.

Quelle fut la réaction des théologiens à *Veritatis Splendor*? Le document est de caractère disciplinaire; il est donc difficile pour les catholiques à l'emploi d'institutions ecclésiastiques d'exprimer leur désaccord. Quand le rédacteur en chef du *Prairie Messenger*, l'hebdomadaire catholique de la Saskatchewan, s'est permis de publier un éditorial quelque peu critique au sujet de l'encyclique, il s'est vu réprimandé publiquement par l'évêque de Saskatoon. Malgré cela, plusieurs théologiens catholiques ont fait connaître leur perplexité face au texte pontifical.

Dans un article du *Devoir*, Guy Durand, professeur d'éthique à la faculté de théologie de l'Université de Montréal, a souligné que l'encyclique fonde son argumentation sur de vieilles thèses néo-scholastiques, tout en affirmant que le magistère n'impose pas aux fidèles de suivre une école particulière de théologie ou de philosophie.

Théologien réputé de l'Université Notre-Dame, en Indiana, le

père Richard McBrien a indiqué, dans *The Christian Century*, que l'encyclique déforme les arguments invoqués par les théologiens dissidents pour mieux les taxer de «relativisme» et de «subjectivisme», alors que ces auteurs ont eux-mêmes pris soin de se démarquer de ces positions.

Le père Bernhard Häring, qui fut une sommité en théologie morale, a aujourd'hui plus de 80 ans et est pratiquement à l'article de la mort, à Rome. Il a pourtant signé un texte, publié dans *The Tablet* en Grande-Bretagne et dans le *National Catholic Reporter* aux États-Unis, où il réagit vigoureusement contre l'encyclique. Il déplore que le magistère romain se montre de plus en plus dictatorial et refuse d'écouter l'Esprit qui parle à travers le peuple de Dieu. Rome ne veut pas dialoguer avec la communauté des croyants, ostracise les théologiens moraux les plus en vue et les plus respectés de leurs pairs, choisit de n'écouter qu'un petit groupe de conseillers qui ne représentent qu'eux-mêmes, pénalise la dissension dans le nouveau code de Droit canon et cherche à prendre le contrôle de l'Église en sélectionnant les nouveaux évêques d'après une liste de prêtres «sûrs».

L'encyclique affirme que les préceptes de la loi naturelle sont universels et immuables. Dans le numéro de décembre de la revue *The Canadian Forum*, j'ai réfuté cette prétention. En fait, l'Église catholique a souvent changé son interprétation de la loi naturelle, et elle l'a fait encore récemment à propos des droits de la personne. Les papes du XIXe siècle et leurs successeurs du début du XXe condamnaient la liberté religieuse et les autres libertés civiles, mais Jean XXIII et le concile Vatican II ont choisi de proclamer et de défendre les droits humains en général, et la liberté religieuse en particulier.

La Curie romaine, qui s'opposait à la liberté religieuse pendant les délibérations du Concile, faisait valoir que l'enseignement des papes en matière de morale était immuable. Quand le Concile a finalement décidé de renverser la doctrine officielle, les catholiques du monde entier se sont réjouis d'appartenir à une Église qui pouvait changer d'idée. ■

Gregory Baum

en bref

Une revue destinée aux Amérindiens et aux Inuit du Québec est présentement disponible et peut vous être expédiée gratuitement sur demande. Publiée quatre fois par année sous le titre **Rencontre**, cette revue entend apporter des nouvelles et des commentaires en provenance d'Amérindiens et d'Inuit, des renseignements sur le gouvernement du Québec et sur les organismes pouvant tout particulièrement les intéresser, de l'information sur les programmes auxquels ils sont admissibles. De plus, il est possible de reproduire les articles à condition de mentionner la source. Vous pouvez vous procurer la revue au Secrétariat aux affaires autochtones, 875, Grande Allée est, Québec (Québec) G1R 4Y8, tél.: (418) 643-3166, télécopieur: (418) 646-4918.

Si le Canada et le Québec ouvrent la porte de l'Amérique du Nord, la **Tunisie** s'ouvre sur le panorama du Maghreb, du Monde arabe et de l'Afrique. Le *Centre de recherche, d'échanges et d'information tuniso-canadien* (CREITC) est né de rencontres personnelles tissées d'affinités et d'amitiés. Il a été fondé par des gens qui désirent construire des Ponts sur l'Océan. Le CREITC est un organisme non gouvernemental à but non lucratif, régi par les lois du Québec. Son but principal est de devenir un catalyseur de relations et d'échanges multiples, tant culturels, que sociaux et économiques. Il est formé surtout de Canadiens et de Canadiennes d'origines québécoise et tunisienne. Pour devenir membre et participer aux activités du CREITC vous pouvez communiquer au 135 rue Prieur ouest, Montréal H3L 1R3, tél.: (514) 332-4571.

Deux nouvelles organisations canado-arabes ont pignon sur rue à Montréal. L'*Organisation canado-arabe pour les droits humains* (OCADH) vise à promouvoir les droits humains dans les pays arabes. Parmi les fondateurs et les directeurs, notons les noms déjà bien connus d'Ali Yassir, Maan Ziadeh et Jawad Sqalli. L'*Association canado-arabe*, pour sa part, vient à peine de naître. Il s'agit d'un projet qui vise à offrir des services socio-culturels aux membres des communautés arabes. Le président de l'association est Mikhail Saad. On peut rejoindre l'OCADH au (514) 731-1600 et l'Association canado-arabe au (514) 334-3733.

Une réflexion intéressante à partager, un texte qui vient contribuer à renouveler les perspectives de travail des OSI (organisations de solidarité internationale) et des

OCI (organismes de coopération internationale) du Québec, c'est ce que nous retrouvons sous le titre: **Organisation communautaire et mouvements sociaux**, à l'heure des partenariats. L'auteur de ce document est Louis Favreau, travailleur social et professeur en travail social à l'Université du Québec à Hull. Sociologue de formation, il a été pendant plus de vingt ans (1966-1986), organisateur communautaire et éducateur populaire au Québec et engagé comme «coopérant» dans un travail de solidarité avec l'Amérique latine depuis 1972. Cet outil est précieux pour explorer de nouvelles pistes d'intervention des ONG du Nord et du Sud. Vous pouvez vous procurer ce document au Suco, 3680, Jeanne-Mance, bureau 410, Montréal H2X 2K5, tél.: (514) 982-6122.

Le Comité canadien sur la violence faite aux femmes présente quatre outils essentiels pour **mettre fin à la violence faite aux femmes**. Ces outils sont: le rapport final du Comité formé en août 1991, le sommaire ou plan d'action national en vue d'un changement social, la trousse communautaire à l'intention des leaders de la communauté pour entreprendre une action commune, le film (vidéo) «Pour ne plus avoir peur», qui raconte l'histoire de femmes qui ont réussi à échapper à la violence. Vous pouvez commander les trois premiers outils à: Groupe Communication Canada, Édition Ottawa, Canada K1A 0S9, tél.: (819) 994-1498. Vous pouvez acheter le film et le guide en composant le 1-800-565-0515 ou communiquer avec l'Office national du film pour l'achat ou la location.

Le Bureau de consultation de Montréal (BCM) se préoccupe de l'utilisation de la participation publique, et plus particulièrement de la consultation publique, dans les processus de prise de décision et de planification. Le BCM a déjà publié le document «Comprendre et planifier la consultation publique». Il veut contribuer à nouveau à la réflexion sur **la participation publique** en publiant «*Le gestionnaire et les publics: pour une collaboration fructueuse*». Ce document rédigé par M. André Beauchamp qui possède une vaste expérience en consultation publique et en environnement, propose des approches et des avenues pour favoriser une collaboration fructueuse entre les gestionnaires, qu'ils soient des secteurs public ou privé, et le public. Il est possible d'obtenir ce document en s'adressant au Bureau de consultation de Montréal (BCM), 460 rue St-Gabriel (4e étage) Montréal H2Y 2Z9, tél.: (514) 872-7807.

DOSSIER

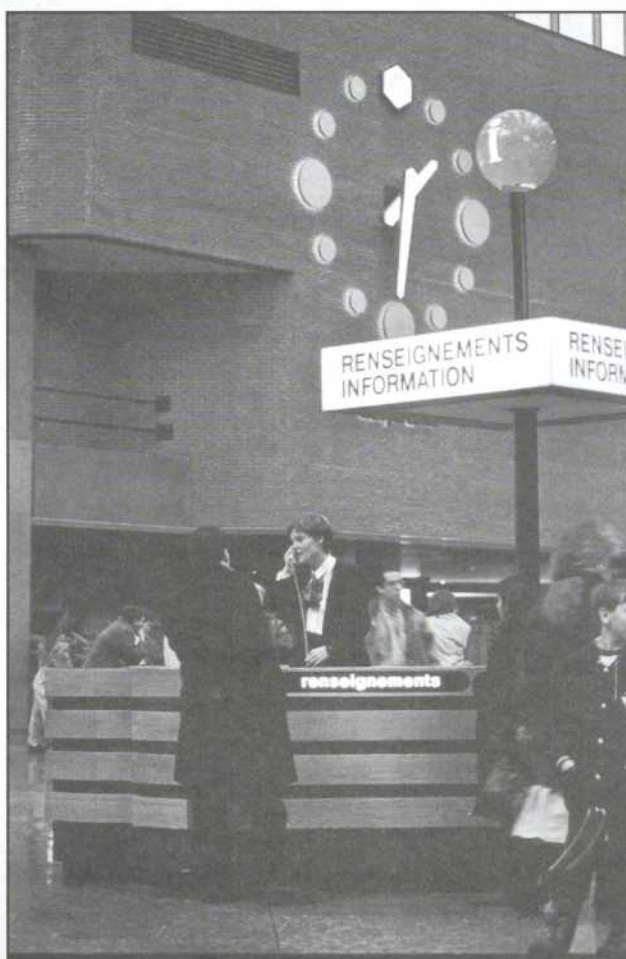
à l'affût du sens

par Guy Paiement

On ne peut marcher longtemps sans se demander où l'on s'en va. Quelle direction il nous faut emprunter. C'est bien pourquoi les kiosques d'information sont si utiles. Ils permettent de se faire une idée et de décider dans quel sens nous voulons continuer de marcher.

Il en est de même pour notre itinéraire personnel et pour l'orientation de notre société. Nous avons besoin de comprendre le sens de notre aventure. Nous n'acceptons pas que tout donne l'impression de tourner en rond. Encore moins de nous faire pousser en avant pour fuir les problèmes d'aujourd'hui. Mais les kiosques d'information qui pourraient nous aider dans cette tâche font cruellement défaut.

Pour baliser la route, je propose, dans un premier article, de commencer par comprendre le sens qu'on nous impose dans



Normand Blouin/STOCK

notre société actuelle, à la fois comme individu et comme citoyen ou citoyenne. Puis je décrirai brièvement ce qui m'apparaît un cul-de-sac, à savoir le sens qui nous enferme dans une bulle ou une prison, par crainte de l'imprévu de la vie. Suivra un deuxième article où je tenterai de suivre la reprise du sens dans notre milieu. J'aimerais montrer que la recherche du sens ne concerne pas seulement notre recherche personnelle, mais tout aussi fondamentalement notre vie démocratique et l'avenir de notre société. Parce qu'on l'a oublié, les vieux récits, qu'ils soient religieux, nationaux ou scientifiques, sont aujourd'hui en miettes et une telle situation n'a pas de sens. C'est pourquoi, dans un troisième article, je proposerai de retrouver les récits, comme une sorte de monnaie d'échange dans une recherche commune de sens. ■

LE SENS IMPOSÉ

par Guy Paiement¹

actuellement, le sens qui est le plus répandu dans notre société est peut-être celui qui est produit et proposé par la logique du marché. Chose certaine, on en trouve une parabole parlante dans le Centre commercial. Tout y est organisé pour favoriser les achats. Les larges corridors, la végétation de plastique, les aires de repos, tout est disposé pour assurer un accès facile et décontracté aux multiples boutiques et grandes surfaces. Les personnes qui se promènent dans ce «Centre d'achats» ont l'impression d'être libres, mais c'est une liberté pour consommer. Autant dire une liberté programmée. Ne vous aventurez pas, par exemple, à vous coucher sur un banc ou encore à passer des feuillets pour une bonne cause ou à gratter de la guitare en déposant votre chapeau par

terre. Un agent de sécurité aura vite fait de vous repérer et de vous inviter à circuler. Les bancs, d'ailleurs, ne sont pas conçus pour que vous preniez vos aises, mais pour vous permettre de vous reposer quelques instants, le temps de boire un jus ou un coke, pour repartir dans votre marche vers les multiples magasins.

Cette longue marche, qu'elle soit pressée ou décontractée, tire son sens des divers achats vers lesquels elle conduit. Tout est mis en oeuvre pour suggérer que le bonheur est ainsi à la portée de tout le monde. Dans les meilleures boutiques, on peut d'ailleurs admirer les modèles qui sont proposés à l'admiration et à l'identification des marcheurs. Personnages jeunes, minces, sans regard, figés dans une pose éternelle. Ce bonheur a un

prix, certes, mais une petite carte de rien du tout en ouvre la porte.

Cette promesse de bonheur, qui fait partie intégrante de cette longue marche, me semble expliquer pourquoi tant de personnes la reçoivent comme porteuse de sens dans leur vie de tous les jours. Car le «Centre d'achats» est un temple, un lieu de célébration de la vie quotidienne. Chaque matin, des milliers de personnes vont traduire cette célébration dans la course fiévreuse vers le milieu de travail. Pendant des heures, des jours, elles vont

1. Guy Paiement, jésuite, est agent de recherche au Centre Saint-Pierre et membre de notre comité de rédaction.

La conquête de l'espace et du temps

Il me paraît utile de situer ce qui nous arrive dans une perspective plus large. Depuis plusieurs siècles, la conquête de nouveaux marchés s'est faite conjointement avec la conquête de l'espace. Qu'on pense aux «découvertes» du Nouveau monde par les Européens et, chez nous, à la conquête de l'Ouest avec le développement du chemin de fer pan-canadien. L'espace a évidemment partie liée avec l'exploitation des multiples ressources naturelles qui s'y trouvent. L'organisation de nos espaces a alors été faite en tenant compte en premier lieu des lois du marché. Voilà peut-être pourquoi nous trouvons encore «normal» que les lois des marchands commandent aux élus et à leurs urbanistes. Combien de villes du Québec présentent ainsi un visage éclaté dès que l'on fait son entrée dans la rue principale, jalonnée de «centres d'achats» en enfilade, les maisons des citoyens se profilant en arrière, comme si elles étaient destinées à graviter autour des marchés, vrais centres de la vie urbaine?

Par la suite, notre siècle a connu une seconde conquête majeure, celle du temps. Grâce au développement des communications, puis à celui, extrêmement rapide, des technologies de l'information, nous avons fait la conquête du temps. Désormais les distances ne comptent plus. Pour le moment, ce sont les multiples services de communications rapides qui rendent visible cette nouvelle étape de notre histoire. Mais l'industrie n'échappe pas à cette seconde conquête. Une compagnie peut décider de ses prix et des salaires de ses

employés qui sont à l'autre bout de la planète sans avoir à se déplacer. On peut fermer une usine dans une région du monde, au profit d'une autre plus rentable, grâce à l'information qui est traitée avec une rapidité de plus en plus grande. Les déplacements d'argent peuvent faire le tour du monde en une journée et faire chuter notre dollar: du coup, il en coûtera plus cher pour s'acheter une auto ou pour payer sa maison. Aucun doute possible, nous sommes aux portes d'une ère nouvelle.

Mais ne sommes-nous pas aussi comme cet enfant fasciné par son nouveau Nintendo? Ses parents ont beau lui dire de venir manger, sa petite soeur peut bien pleurer en tombant, rien ne semble pouvoir le sortir de son jeu. Toute son attention le fait entrer dans un univers où plus rien d'autre ne semble exister que ce qui est déjà en train de le programmer. Seul subsiste le moment du jeu.

De façon un peu similaire, la conquête du temps que notre génération a connue se traduit actuellement par le culte de l'immédiat. L'espace et le temps sont maîtrisés et il ne semble plus rien exister que le moment présent ou le très court terme. C'est la victoire de l'instantané. D'où le peu d'intérêt pour les grandes causes, les transformations majeures, les lentes genèses. La déconfiture du socialisme dans les pays de l'Est de l'Europe semble restreindre encore davantage ce qui est désormais pensable.

accepter le stress, des heures supplémentaires, des conditions de vie précaires. Car, se disent-elles, «un jour ce sera mon tour!» La vie de couple en sort ébranlée, les enfants grandissent tout seuls, la rencontre des amis est sacrifiée. Mais tous ces «sacrifices», se dit-on pour se convaincre, valent sûrement le coût.

Aussi devient-il tragique de constater, un jour, que la promesse ne sera probablement pas tenue. Les taxes augmentent et grugent l'espoir de la retraite anticipée. Le corps se rebelle et oblige le marcheur à s'arrêter. La famille bat de l'aile et le plus vieux fréquente une piquerie. Sans compter que l'emploi lui-même devient de plus en plus fragile, sinon précaire. Parfois sur le point de disparaître à cause d'une restructuration. D'où l'agressivité qui fait irruption et qui se développe comme dans une peine d'amour. La recherche de coupables s'impose. On en trouve facilement à la porte du métro ou

Le «Centre d'achats» est un temple, un lieu de célébration de la vie quotidienne. Chaque matin, des milliers de personnes vont traduire cette célébration dans la course fiévreuse vers le milieu de travail.

encore chez ses voisins «qui se laissent vivre». À moins que l'on accepte de courber la tête, de serrer les dents et de continuer en se disant que, de toute façon, «on n'a pas le choix», reprenant jour après jour les efforts de Sisyphe, qui roulait jusqu'en haut de la montagne son immense pierre et qui la voyait rouler tout en bas, la minute d'après.

Il me semble que la morosité diffuse que l'on voit aujourd'hui dans notre société trouve là une bonne partie de son explication. La promesse de bonheur qui a été faite par les grands prêtres du marché n'a pas été tenue. On peut, certes, continuer de s'étourdir ou de s'engourdir, de se convaincre qu'on se trouve à la merci des lois de l'économie mondiale et qu'il est préférable de se restreindre au court terme, au bonheur instantané, à la maîtrise du corps comme à la seule réalité sur laquelle on pense avoir encore un certain pouvoir, mais la blessure, quelque part, fait mal.

Cette crise du sens n'a pas seulement



Normand Blouin/STOCK

un registre individuel. Car le marcheur demeure aussi un citoyen ou une citoyenne. C'est-à-dire une personne qui habite dans un quartier ou une région bien précise, qui appartient à plusieurs réseaux qui lui réclament du temps. Elle doit trouver une gardienne pour le petit dernier après la classe, prendre du temps pour faire le marché, rencontrer les professeurs de ses enfants, élire une commissaire d'école, payer des taxes de plus en plus élevées, faire le tri dans ses déchets pour le recyclage. Tout en se promenant en voiture, elle peste contre la pollution de la rivière, où son père l'emmenait pêcher, elle a peur de marcher toute seule le soir à cause des bandes de jeunes qui se multiplient, elle ne sait trop pourquoi. Bref, ses appartenances, qu'elle le veuille ou non, sont multiples.

Mais cette personne se sent incapable de tisser des liens entre ses appartenances. Sa vie lui semble éclatée. D'où son peu d'enthousiasme quand on veut l'embarquer dans un comité d'école, dans un groupe d'écologistes de la région, dans des rencontres sur le décrochage scolaire parce que son fils ne veut plus

aller à la polyvalente. L'absence de contrôle sur sa vie quotidienne nourrit ici sa désillusion devant le grand rêve brisé de la consommation. À quoi bon intervenir et faire des pressions si le pouvoir est ailleurs et insaisissable? À la limite, à quoi peut bien servir d'invectiver les dirigeants si ces derniers sont aussi soumis aux mêmes règles du jeu international?

La société est devenue un grand carrousel qui tourne sans arrêt. Certains chevaux montent pendant que d'autres descendent. C'est la règle du jeu. Il n'y a rien à faire. L'important, c'est de demeurer au moins dans le carrousel, de ne pas en être exclu. Pour ce faire, il faut alors accepter les lois du marché. Même si elles font mal. La fatalité devient ainsi habillée des fringues de la rationalité. Ne parle-t-on pas, d'ailleurs, de «rationalisation» quand on veut légitimer la mise au chômage d'un grand nombre de personnes?

Cette crise du sens est-elle temporaire? Va-t-on pouvoir consolider la foi ébranlée dans les lois du marché grâce à une reprise économique? Sommes-nous

La bulle qui protège

Pour sortir de cette désillusion tranquille, certains tentent de s'aménager une zone de protection, une sorte de bulle qui ne retient que l'une ou l'autre des multiples appartenances qui nous tissent comme personne et comme citoyen. Ce peut être ses enfants, son travail, sa sécurité financière, sa religion. En effet, quelque chose résiste en nous contre cette emprise du moment présent, éphémère, qui ne semble plus lié au passé et aux générations qui nous ont tissés comme on tisse un filet, c'est-à-dire avec beaucoup de liens et de noeuds qui les retiennent. Quelque chose se rebelle contre ces yeux vides des mannequins des grands magasins, comme si désormais l'avenir était trop fragile pour être imaginé.

Mais cette résistance est ici marquée par le sens du tragique. On a peur d'être un jour jeté comme n'importe quel objet de consommation. On a peur de manquer son coup, de ne pas être à la hauteur, d'être exclu ou perdant. À première vue, on pourrait croire que la société du Grand Carrousel continue encore d'être présente et secrète maintenant plus subtilement son idéal de morcellement et de spécialisation. Mais il n'en est rien. Nous ne sommes plus dans le pays de l'utile, mais dans celui de la protection. Plusieurs se construisent une sorte de bulle personnelle dont ils n'oseront guère sortir. Les Madelinots aiment parler des clôtures comme autant de « bouchures » qui bouchent ou limitent l'horizon. Et c'est bien ce qui semble ici en cause. Car il est risqué de sortir de sa bulle. De quitter son

Hélène Desmarais



L'important, c'est de demeurer au moins dans le carrousel, de ne pas en être exclu.

seulement dans une mauvaise passe? Devons-nous faire confiance aux gourous de l'économie qui nous invitent à considérer l'avenir avec confiance? C'est-à-dire, en pratique, à leur faire entièrement confiance? Serions-nous donc condamnés à faire tourner le grand Carrousel de l'économie et à jouer du coude pour être sûrs de demeurer en selle?

Pourtant, le nombre des citoyens et des citoyennes qui se retrouvent exclus du Carrousel est à la hausse. Or, depuis quelques siècles, nous nous étions habitués à croire que le travail permettait à chaque personne qui le voulait de trouver sa place dans la société et d'être reconnue par les autres. Chaque famille transmettait cette évidence et l'école des années soixante a pris le relais en précisant que celui qui s'instruisait s'enrichissait. Mais rien ne va plus. Non seulement il n'y a pas de travail pour tout le monde, mais désormais on n'a plus besoin de beaucoup de monde pour assumer la production.

Le Carrousel devient un grand jeu réservé à une minorité. Comment, alors, être reconnu par les autres? Comment, si l'on est jeune, parvenir à s'intégrer dans cette société qui favorise le travail précaire, le court terme, et qui décourage ainsi les projets d'avenir un peu fous? Je comprends que plusieurs puissent voir dans le décrochage la seule marge de manoeuvre qui leur soit laissée. Mais je m'étonne aussi que l'on fasse de celui-ci

un simple problème individuel, alors qu'il s'agit d'un malaise profond de notre société qui tourne en rond. La question du travail devient ainsi liée à la question du sens. Elle creuse beaucoup plus loin que la rareté de l'emploi. La personne sans emploi rejoint le citoyen exclu. L'individu et la société sont touchés. Le Grand Carrousel donne mal au coeur.

Le travail à défendre

Cette tendance à se protéger, à la fois contre sa propre fragilité et contre l'agression appréhendée des autres se retrouve actuellement dans la crise du travail que nous vivons. Le travail est une denrée rare, tout le monde le sait. Au lieu de se regrouper pour défendre ensemble une nouvelle organisation de son travail, chacun se crispe et se protège contre l'autre, qui devient ainsi un concurrent potentiel.

Une étrange hiérarchie se met alors en place, selon laquelle chacun commence à frapper sur celui qui est un peu au-dessous de lui. La personne qui travaille en veut à la personne qui a choisi de se restreindre à un mi-temps, la chômeuse récente s'estime supérieure à celle qui travaille au salaire minimum, cette dernière peste contre la personne assistée sociale qui « se fait vivre » et celle-ci envie la personne handicapée qui reçoit une pension pour le reste de ses jours. Les fonctionnaires de l'aide sociale ne sont pas en reste, qui divisent déjà les travailleurs en « aptes » et « inaptes » au travail et qui considèrent chaque personne « apte » comme une fraudeuse éventuelle qui prendra tous les moyens pour ne pas travailler. D'où une politique de surveillance et de punition, où la répression devient une façon de gouverner et où la délation entre voisins est en passe de devenir une nouvelle vertu civique.

cocon. De ne pas retisser toujours la même toile d'araignée.

Alors les règlements se multiplient comme autant de piquets de clôture ou de pieux de fort assiégé. Les lois deviennent un rempart contre la barbarie des autres, contre la menace toujours possible d'être agressé ou tout simplement délogé. On s'éloigne vite des gens trop différents. «Je ne veux pas que tu joues avec cet étranger. Il n'est pas de notre monde!» À la limite, tous ceux qui ne sont pas comme nous deviennent dangereux. Beaucoup de violence conjugale ou tout simplement ces mille petits gestes de notre intolérance quotidienne trouveraient ainsi un début d'explication. Narcisse contemple sa propre image dans l'eau du ruisseau et se sent mélancolique. Mais pourquoi devient-il si vite agressif quand le moindre vent la trouble et l'emporte? Espérait-il vraiment arrêter l'eau de couler et le vent de souffler?

Dans ce contexte, la vie en société devient une juxtaposition de droits particuliers. Chaque cellule se défend jalousement contre toutes les autres. Tantôt c'est

Le plus tragique de cette histoire, c'est que la bulle sociale finit toujours par éclater un jour ou l'autre.

ce propriétaire qui a peur de voir baisser la valeur de sa résidence si une maison de transition s'ouvre dans le quartier. Mais son agressivité est d'autant plus suspecte qu'elle ne touche pas d'abord au droit sacré de la propriété. «N'y a-t-il pas un danger social, avoue-t-il, à mettre ensemble, dans le même territoire, des ex-détenus et des honnêtes gens?» Je pense que oui. Car la limite entre les honnêtes gens et les autres ne passe pas toujours là où l'on pense. Et tout le monde se rappelle des petits marchands en colère devant un hôtel de ville qu'ils venaient de vandaliser. Parce que leurs taxes étaient trop élevées! Pourtant, quel qu'un devra bien payer pour le saccage commis. Et si cette personne se mettait à saccager à son tour? À qui va-t-on refiler la facture? Dans la longue chaîne de violence qui risque de se mettre en place, où trouve-t-on «l'honnête citoyen»?

D'autres utiliseront la Charte des droits comme d'un drapeau qui permet de se défendre contre les autres et d'éviter le plus possible les contacts directs avec son entourage. Ainsi, au lieu d'aller voir le



Jean- François Leblanc/STOCK

voisin qui fête encore avec ses amis à quatre heures du matin, on appellera la police. Au lieu de régler la séparation à l'amiable, on s'affrontera par avocats interposés et les enfants seront souvent utilisés comme boucliers humains. D'où une hypertrophie du juridique dans la vie quotidienne, qui rend alors la convivialité, cet art si fragile de vivre ensemble, de plus en plus impossible. Faut-il s'étonner de voir fleurir, dans un tel bouillon de culture, le fanatisme et toutes les formes de racisme?

Le retour de l'exclu

Le plus tragique de cette histoire, c'est que la bulle sociale finit toujours par éclater un jour ou l'autre. Tous ceux et toutes celles qui ont été mis de côté, volontairement oubliés et exclus socialement, imposent un jour leur présence. L'expert en productivité avait réussi, pensait-il, à motiver tout le personnel de l'usine à l'aide d'une prime au rendement. Il se bute sur la drogue qui circule sous le manteau et sur la montée des absences

pour stress, à cause d'un conflit familial ou tout simplement de la pneumonie du petit dernier. L'industriel pensait faire une bonne affaire en se débarrassant du syndicat et en ayant recours à du personnel à temps partiel: il découvre un jour que le sentiment d'appartenance de son personnel est nul et que des jeunes, une fois rodés, s'en vont chez le concurrent qui offre de meilleures conditions à long terme. Le mari pensait que sa dernière colère allait convaincre sa femme de ne pas aller travailler à l'extérieur, car c'est lui qui doit demeurer le seul pourvoyeur de la famille. Il trouve, un matin, une note sur la table et la maison déserte.

Encore une fois, le sens donné à sa vie quotidienne programme autant le citoyen que l'individu. Les limites entre la vie privée et le milieu de travail ne passent plus où l'on avait l'habitude de les situer. Les bouchures sont pleines de trous. On peut bien tenter de colmater les brèches comme hier. On peut brandir ses droits comme un drapeau et partir en guerre contre ses voisins. Mais cela ne fait pas une société. C'est pour l'avoir oublié que les divers gouvernements se retrouvent aujourd'hui avec le pouvoir montant des juges et que la vie démocratique tire de l'aile. ■

LE SENS PARTAGÉ

par Guy Paiement

Agent de recherche au Centre Saint-Pierre

Une autre façon existe de résister à la colonisation de notre vie et de notre société par la logique du marché. Il se trouve une autre stratégie que celle de se refermer sur soi comme une huître pour se protéger de sa fragilité. Elle consiste à comprendre sa fragilité moins comme une absence que comme une porte ouverte sur autre chose.

Je me souviens d'un alcoolique qui avait décidé d'entrer à l'hôpital pour y suivre une cure de désintoxication. Sa santé était en cause, sa vie familiale aussi. Mais une fois enfermé dans sa chambre, il se mit à hésiter, tergiverser, puis à vouloir trouver tous les moyens de revenir

Comment, par la suite, ne pas croire que le partage possède une dynamique propre et que celle-ci peut irriguer à nouveau notre société vieillotte.

sur sa décision. C'est alors que deux ex-alcooliques de ses amis se sont pointés. Pendant une semaine, ils sont demeurés avec lui, presque jour et nuit. À la fin, le patient avait accepté de faire le pas décisif. Il n'était plus seul. Sa fragilité ne s'ouvrait plus nécessairement sur le manque, sur le vide, mais sur un nouvel horizon. Comme dans ces longues nuits où, en secret, il avait pourtant espéré le retour, dès l'aube, de ses amis qui tenaient tellement à lui.

On pourrait retracer beaucoup de pratiques semblables. Qui n'a pas connu ces groupes de parents qui se réunissent parce qu'ils ont en commun d'avoir perdu un fils ou une fille leucémique? Ou encore qui ont gardé chez eux un enfant lourdement handicapé? La peine, une fois

partagée, semble déjà moins lourde à porter. Puis, les échanges, peu à peu, tissent entre les personnes tout un réseau de confiance mutuelle qui finit par avoir raison de cette culpabilité secrète qui empêchait chacun de renouer des liens avec la vie.

Dans un tout autre registre, je me souviens de ce groupe d'amis qui prenaient régulièrement un repas ensemble. Chacun y apportait un plat de son cru, mis en commun. À chaque fois, c'était la surprise de découvrir la surabondance et la créativité, présentes comme un cadeau offert à tout le monde. Ceux et celles qui étaient présents ne pouvaient plus se comprendre comme de simples consommateurs. Ils étaient aussi, et peut-être même en premier lieu, des poètes du quotidien, des créateurs de beauté, des tisserands de la joie de vivre! Comment, par la suite, ne pas croire que le partage possède une dy-

namique propre et que celle-ci peut irriguer à nouveau notre société vieillotte, elle qui est en passe de devenir frileuse et de tout ramener à une affaire de gros sous?

Le sens et la communication

Tout se passe comme si le sens se redécouvrait ici dans l'effort commun pour créer la communication, dans l'attention partagée à ce qui est créateur en chacune des personnes. Dans le goût de sauver cette source qui coule sans bruit en nous. J'ai lu quelque part que Bell avait inventé le téléphone alors qu'il cherchait un moyen de communiquer avec une personne qui était dure d'oreille. Quoi qu'il en



Jean-François Leblanc/STOCK

Tout le monde semble jouer en suivant une même partition, que chacun peut s'appropriier, mais dont il n'est pas le propriétaire.

soit, le premier modèle de la communication que nous avons eu, à notre époque, était relativement simple. Il y avait un émetteur, un récepteur, un fil et des interférences. La révolution technologique a permis de faire éclater ce modèle trop linéaire et de lui substituer un modèle plus polyphonique.

On en trouverait une bonne illustration dans un orchestre de jazz. Tous les musiciens communiquent entre eux par la reprise d'un même thème musical, qui est joué et commenté par chaque instrumentiste, pendant que tous les autres l'accompagnent, le soutiennent, le mettent en valeur. Nul besoin, à la limite, de chef d'orchestre. Tout le monde semble jouer en suivant une même partition, que chacun peut s'approprier, mais dont il n'est pas le propriétaire. La minute d'après, il doit s'en désister pour permettre à l'autre de se l'approprier à son tour, avec la couleur propre à son instrument. C'est bien dans cette direction que je propose de comprendre la communication, non seulement comme une tâche qui lie les personnes entre elles, mais encore comme un enjeu de notre société.

La découverte de l'écologie

C'est peut-être avec les premières expériences écologiques que nous avons commencé à inventer pareil enjeu. Ainsi donc, il n'y avait plus des arbres, des champs, une rivière, des poissons et un pêcheur. Il y avait aussi des liens entre toutes ces réalités et un équilibre fragile qu'il nous fallait découvrir et respecter. Comme si une partition inconnue organisait toute cette terre et qu'il était suicidaire de ne pas en tenir compte. Une multitude de petits groupes ont d'abord commencé à sensibiliser notre milieu à ces nouvelles perspectives. Des actions ponctuelles ont été menées.

Peu à peu, cette approche a pénétré dans les partis politiques et l'on s'est mis à parler de la protection de l'environnement. Des lois, bien timides encore, ont même fait leur apparition et les industries ont dû se rendre à l'évidence. Elles ne pouvaient plus faire comme bon leur semblait dans leur milieu. Elles devaient respecter la qualité des cours d'eau et la qualité de l'air que les gens respiraient. Les syndicats avaient forcé les industries à tenir compte de la santé et de la sécurité des travailleurs et des travailleuses et à leur donner de meilleures conditions de travail. Désormais, les mêmes industries



La communication qui a des chances d'ouvrir un avenir ne peut laisser de côté toute une partie de la population: c'est ensemble qu'il faut chercher un autre modèle de son développement.

devaient aller plus loin et respecter l'environnement où vivait leur personnel. Elles devaient même planifier à plus longue échéance et penser, avec toute la région, aux générations montantes. Il fallait donc reboiser, traiter les eaux usées, sauver les espèces de poissons menacées. Les lois du marché ne pouvaient plus occuper toute la place. Elles devaient s'incliner devant les lois de la régénération des sols, des lacs et des forêts. Elles devaient jouer leur jeu, mais non investir tout l'espace. La communication avait gagné une manche.

Le travail en question

Un deuxième champ est en passe de s'ouvrir dans cette recherche du sens pour mieux vivre ensemble: celui du travail. Devant la montée du nombre des exclus du marché du travail, on a commencé à avoir peur, puis à se demander ce qu'il fallait faire. Certains ont alors cru que la solution consistait à ramener les exclus dans le monde du travail. À les croire, c'était une simple question de fournir à la population en état de travailler une meilleure formation pour affronter les nouveaux défis technologiques. Pour d'autres, il fallait partir de plus loin et mettre en place des mesures d'employabilité pour tous ceux et toutes celles qui ne pou-

vaient pas accéder à la nouvelle formation.

Ces deux voies montrent aujourd'hui toute leur étroitesse et plusieurs entrevoient, déjà, qu'elles conduisent tôt ou tard à des culs-de-sac. Dernièrement, des adultes se sont battus à l'entrée d'une école pour être inscrits dans les cours trop peu nombreux qui leur étaient destinés. Les personnes qui ont subi des mesures d'employabilité ne trouvent pas plus d'emploi qu'avant et doivent se contenter de petits boulots sous-payés et toujours précaires. Bref, on refuse de voir que nous ne sommes pas devant un simple problème d'intégration des exclus du monde du travail mais bien devant une transformation majeure du travail lui-même. Devant les ratés qui s'accumulent, les politiciens en arrivent à forcer les gens à entrer dans leurs mesures. Malheur à celui qui ne veut pas entrer dans une mesure de formation prévue, car il sera coupé de son assurance-chômage. Malheur à celle qui ne participe pas à un programme EXTRA de l'aide sociale, car elle sera coupée dans sa maigre allocation! Mais un tel recours à la coercition trahit l'échec des politiques en cours.

Au fond, nous sommes en train de découvrir que l'intégration des exclus n'est pas le vrai problème. Qu'il nous faut regarder ensemble et les exclus et les inclus et reprendre la question sur d'autres bases. Si le travail est rare, il faudra, comme société, que nous apprenions à le

partager. Si les décisions unilatérales des industriels peuvent affecter toute une population et toute une région, il est nécessaire de mettre les travailleurs dans le coup et de planifier ensemble les modernisations. C'est ce que certains syndicats ont commencé à faire. Près de deux cents expériences, selon la CSN, seraient actuellement en cours un peu partout au Québec. Au niveau des régions, il devient aussi nécessaire que les élus municipaux aient également voix au chapitre, car c'est toute la population locale qui paie pour l'aménagement des routes et des services qui profitent à l'entreprise. Ce sont aussi les taxes de tout le monde qui contribuent aux subventions de modernisation accordées aux compagnies et qui permettent une productivité plus grande avec de moins en moins de personnel. L'État ne peut donc pas se contenter de jouer à l'agent de circulation; il lui faut intervenir pour soutenir cette nouvelle société qui cherche à se mettre en place.

Bref, la communication qui a des chances d'ouvrir un avenir ne peut pas

laisser de côté toute une partie de la population. Mais, plus fondamentalement, c'est toute la population d'une région, puis d'un pays, qui doit chercher ensemble un autre modèle de son avenir et, par conséquent, de son développement. Ce n'est donc pas un hasard si nous voyons, dans plusieurs régions appauvries du Québec, des mouvements de reprise en main du développement régional. Ce n'est pas un hasard non plus si l'on parle, dans plusieurs syndicats, «de concertation conflictuelle» pour indiquer les nouvelles perspectives de réorganisation du milieu de travail. Ce n'est pas davantage une mode si l'on cherche, avec le Fonds de solidarité par exemple, à se donner des outils économiques pour participer activement à la mise en place d'une démocratie économique. Enfin, ce n'est pas non plus une aberration si de plus en plus de gens ne se contentent plus de gémir sous les taxes, mais réclament un réaménagement de l'assiette au beurre et donc une véritable refonte de la fiscalité nationale.

La découverte du citoyen

Cette lente montée d'une communication globale et solidaire se retrouve aussi dans la remise en question de notre démocratie politique. Les dernières élections fédérales nous auront au moins montré une chose intéressante: de plus en plus de gens en ont ras-le-bol de la myopie de la majeure partie de la classe politique actuelle. Ils ne croient plus que notre avenir consiste à jouer au petit comptable en fermant les yeux sur ceux et celles qui en souffrent le plus. Ils rigolent devant les incantations répétées de ceux qui promettent des emplois, mais sans nous dire si ces derniers seront précaires et sous-payés pour une masse de gens.

Dans au moins trois quartiers de Montréal, des rencontres avec les candidats se sont terminées par une question directe: étaient-ils prêts à se battre pour défendre les programmes sociaux et à venir rendre compte de leur travail régulier devant une

Les pièges de la communication

Parler ici de la recherche du sens comme d'une mise en place de multiples réseaux de communication n'a rien d'un conte fleur bleue. Les intérêts en cause sont tellement différents, les perspectives de chacun tellement narcissiques, les institutions tellement lentes à bouger, que la recherche ne peut se faire que pas à pas. Les échecs font partie de la démarche et ils sont forcément nombreux. Il y a donc place pour diverses stratégies, pour d'incessantes reprises, pour des déplacements imprévus des questions. On trouvera aussi des chemins qui ne conduisent nulle part, voire des mirages. Mais ce n'est tout de même pas parce que la pornographie exploite des personnes que l'amour humain devient impossible. De même, ce n'est certes pas à cause des maladies de la communication que la recherche de la convivialité devrait s'arrêter. Précisons, pour mémoire, l'une ou l'autre de ces maladies.

La première forme me paraît la communication-babillage. On n'a jamais autant parlé de communication, peut-être, que dans ces temps où elle semble devenir plus difficile. Les émissions de télévision sont nombreuses qui offrent en pâture des faits divers de tous les jours. Mais il s'agit, la plupart du temps, d'une sorte de jeu sans grande conséquence. L'essentiel n'est pas tellement d'échanger ou de faire avancer une question que de parler devant quelqu'un. Un peu comme l'enfant qui explore les différents sons ne s'adresse pas forcément à quelqu'un.

Quand la communication devient ainsi un jeu de société, elle se transforme rapidement en objet de consommation et elle n'a pas d'autre sens que d'entrer dans le réseau des choses jetables. On objectera sans doute que l'essentiel est ailleurs, dans le résultat produit sur l'interlocuteur, dans la création d'un nouvel espace qui a sa valeur en lui-même. Il reste que son statut d'objet de consommation creuse la faim et exige toujours plus de nouveaux babillages. Un peu comme

le mangeur compulsif de chocolats ou le joueur invétéré. On est loin d'une éthique de la responsabilité, c'est-à-dire de la capacité de répondre de sa parole, de l'habiter, et de faire de la place en soi pour beaucoup d'autres personnes.

Une autre forme me paraît l'utilisation que l'on peut faire de la concertation comme d'un masque souriant de la domination qui n'ose pas s'avouer. Au nom de la concertation, on multiplie les échanges de points de vue, mais sans que ces derniers ne changent grand-chose aux décisions déjà prises. Nous sommes alors devant une stratégie pour éviter les confrontations, pour taire les conflits, pour ne pas avouer les intérêts en cause. Cette concertation ne vise pas à reconnaître les intérêts divergents qui sont en présence et à trouver un terrain commun de rencontre. Elle est un instrument du pouvoir en place, qui ne veut rien changer d'important. Combien de tables de concertation de toutes sortes ont disparu de la carte, ces dernières années, parce qu'on ne savait plus sur quoi précisément on s'était concerté. Cela revient à reconnaître que l'effort de communication exige aussi une sorte de visée partagée, un minimum de projet conjoint, qui rapproche les personnes ou les parties en présence et qui permet d'aller chercher le meilleur de chacun des partenaires. Il n'est donc point de communication sans reconnaissance mutuelle.

Ces deux formes n'épuisent évidemment pas tous les détournements que l'on peut faire de la communication. Elles suffisent, cependant, pour nous rappeler que la pratique de la communication comme recherche de sens exige une pratique du discernement. Il devient indispensable de reconnaître ce qui permet d'ouvrir des chemins d'échange et ce qui, au contraire, enferme sur soi, sur son groupe social, ou encore ce qui n'est que jeu de Nintendo, c'est-à-dire le jeu qui permet de gagner sur l'autre et d'être, en bout de piste, le seul «gagnant».



Jean- François Lablanc/STOCK

Il faut réintroduire un dialogue permanent avec les élus.
Parler de communication peut signifier concrètement plus de pouvoir au citoyen.

assemblée de quartier? Je pense que nous avons ici beaucoup plus que le désir plus ou moins romantique d'une démocratie directe qui se voudrait un forum quotidien et permanent de citoyens. J'y vois plutôt l'intuition que les droits sociaux doivent être défendus de façon farouche contre les forces du marché. On n'accepte pas que ces forces occultes en fassent une vente de garage. Mais, dans le même souffle, les gens cherchent à établir une autre sorte de lien avec leur candidat que le simple lien de représentation. Ils veulent avoir prise sur ce qu'il fera. De façon confuse encore, ils anticipent sur un nouveau pacte social qui lierait les différentes parties. Il y a là, me semble-t-il, de nouvelles formes de communication politique qui sont lourdes de sens.

Cette dernière affirmation paraîtra peut-être moins gratuite si l'on se rappelle que de plus en plus de citoyens et de citoyennes ont l'impression pénible de ne pas avoir grand pouvoir sur la conduite de leur pays. Depuis une vingtaine d'années, ils ont pourtant appris à se servir des chartes des droits humains. Mais celles-ci apparaissent souvent abstraites et ont tendance à davantage donner de pouvoir aux avocats et aux juges qu'aux citoyens ordinaires. De plus, ces mêmes chartes ne favorisent pas les citoyens qui n'ont pas les moyens financiers pour se défendre. Pour faire court, nous ne sommes pas seulement des représentants de la race humaine, régis par de

mêmes droits universels. Nous sommes en même temps des citoyens et des citoyennes d'un pays concret, liés à un territoire déterminé, en butte à des intérêts contradictoires, moulés par une culture particulière et tiraillés par des courants internationaux qui affectent en profondeur notre vie de tous les jours.

C'est pour tenir compte de cette seconde situation que certains se mettent à parler des droits du citoyen, tandis que d'autres cherchent à préciser les éléments qui pourraient faire partie d'une culture publique commune. Une poignée de ces droits commencent à se préciser dans nos législations concrètes: on parle du droit à l'information, à la libre expression publique de ses opinions, à la libre gestion de sa vie contre tous les bouboumacoutes... Dans cette foulée, parler de nouveau pacte social avec les élus prend tout son sens. Il s'agit de réintroduire un dialogue permanent avec les divers élus et ne plus se contenter de la simple délégation de pouvoir, avec une sorte de chèque en blanc pour quatre ou cinq ans. Encore là, parler de communication peut signifier concrètement plus de pouvoir au citoyen, c'est-à-dire un certain pouvoir de désaveu des élus. On est loin des palabres devant un verre de bière.

Toutes ces pistes touchent à la fois l'individu et le citoyen, la vie la plus privée ou familiale, mais aussi bien le monde du travail et celui de la politique. Elles se croisent, se recoupent et dessinent une sorte de grand échangeur social. C'est là,

j'en suis convaincu, qu'une vaste communication neuve cherche à se dire et qu'elle est grosse de sens. C'est avec ce sens que nous avons commencé à critiquer, pour un bon nombre d'entre nous, la programmation du Grand carrousel. C'est porté par lui, comme par une musique, que nous refusons également tous les emprisonnements dans l'une ou l'autre des appartenances multiples qui sont les nôtres.

Parler de l'avenir du citoyen et de la citoyenne, c'est parler des outils que ceux-ci se donneront pour maintenir ouvert cet avenir. C'est parler à nouveau, et sans romantisme, de nouvelles solidarités, sans lesquelles il n'y a plus de convivialité possible. C'est aussi refuser de remplacer la guerre des armes par la nouvelle guerre économique dans laquelle on veut nous conscrire. La communication devient porteuse de sens si ce ne sont pas seulement les capitaux, les biens de consommation ou les travailleurs qui circulent, mais les biens culturels, les talents, les ressources technologiques, les ressources financières, les sources de spiritualité, et si cette circulation profite au plus grand nombre possible de personnes. Je demeure convaincu qu'un tel sens peut toujours être offert à la personne, citoyen ou citoyenne, qui sera capable de dire non à l'inacceptable et qui découvrira avec admiration que ce non vient d'ouvrir de nouveaux chemins en elle et dans son milieu, des chemins aux traverses nombreuses. La vie est plus riche que le Grand carrousel. ■

LE SENS RACONTÉ

par Guy Paiement

Agent de recherche au Centre Saint-Pierre

Sommes-nous entrés dans l'ère des supermarchés des opinions? Sommes-nous obligés de reconnaître que, désormais, la vieille divinité grecque de la Fatalité nous confine aux seules lois du marché? Devrons-nous, au terme de notre parcours, constater

S'il existe des guides pour se reconnaître dans la forêt, pourquoi ne trouverions-nous pas des passeurs qui nous aideraient à lire les traces et à repérer les sources qui sont en nous?

que seuls subsistent le Grand carrousel et ses thuriféraires? Où trouver les lieux et les sources qui permettent de pratiquer le nécessaire discernement?

La réponse à ces redoutables questions n'est pas facile. Car la personne qui répond ne peut prétendre avoir toute seule le sens dans sa poche. Une vie humaine demeure quelque chose d'unique et en même temps de très fragile. Chacune commence à un moment donné, suit un certain parcours et se termine toujours trop vite. En d'autres termes, personne d'entre nous ne peut espérer n'avoir qu'une biographie bien sommaire. Chaque biographie est sillonnée des pas de multiples autres personnes. Chaque vie demeure un territoire traversé par d'innombrables inconnus qui y ont laissé des traces. Plusieurs de ces traces sont encore repérables. On peut les emprunter pour orienter sa propre marche. S'il existe des guides pour se reconnaître dans la forêt et parvenir à la plus haute rivière à saumons, pourquoi ne trouverions-nous pas des passeurs qui nous aideraient à lire les traces et à repérer les sources qui sont en nous?

Les voyageurs modernes que nous sommes ne pourraient-ils pas puiser encore dans de vieux récits des indices qui leur permettraient de trouver leur chemin? Il peut s'agir des récits nationaux, avec les grands personnages qui sont proposés à notre admiration. Il peut s'agir encore des vieux récits bibliques ou évangéliques. Ou enfin des récits plus modernes de la conquête de l'espace et de la cellule photo-électrique. Tous ces divers récits ont été des matrices de sens. En les apportant dans leurs bagages, les voyageurs ont également apporté des visions du monde, une lecture de l'histoire, des rites, des tabous, des critères de choix. Quand plusieurs voyageurs véhiculaient les mêmes récits, un sentiment d'appartenance les unissait, qui leur permettait d'affronter les multiples défis de leur vie collective. Dans cette foulée, le sens devenait l'art de se raconter les mêmes histoires. Il se dévoilait et se reproduisait dans cette incessante circulation, dans le groupe, des histoires partagées.

Des récits en miettes

Le problème, c'est que nous sommes témoins, aujourd'hui, de l'éclatement des groupes qui, jusqu'ici, portaient ces récits. Avec cet éclatement, le sens a volé en éclats et chacun se retrouve avec la tâche de se bricoler quelque chose qui lui permette de se retrouver en chemin. Plus profondément, les récits eux-mêmes semblent épuisés, incapables de nourrir les nouvelles appartenances dont nous avons besoin pour aborder ensemble le troisième millénaire.

Les premiers récits qui ont éclaté ont été les récits religieux. Ils ont servi pendant des siècles à donner un sens de l'histoire à une multitude d'individus, de familles, de clans et d'ethnies. Si, en effet, la biographie est toujours personnelle, l'histoire a besoin d'un groupe et d'une durée longue pour devenir croyable. En acceptant d'intégrer sa courte biographie

Le récit de mon oncle

Un de mes oncles me racontait que, dans son jeune temps de bûcheron, son équipe devait parcourir de grandes distances avec les troncs d'arbres qui avaient été coupés. Assis sur les longs billots, les hommes devaient traverser la forêt avec ses innombrables détours, ses hurlements des loups, ses mouches noires, sans parler de la fatigue des chevaux et des accidents toujours imprévus, au hasard d'un trou ou d'un attelage trop étiré.

Mais tout ce voyage l'avait toujours fasciné, car un raconteur d'histoires faisait partie de l'équipage. Pendant tout le voyage, ce dernier racontait des histoires, toutes plus fantastiques les unes que les autres. Elles parlaient des bûcherons qui avaient fait un pacte avec le diable pour aller voir leurs belles, plus au Sud. Elles décrivaient les pouvoirs du renard argenté qui avait guidé un homme perdu en forêt. Elles rappelaient le sort de l'Indien transformé en huard et qui criait après son amie, sur le lac, ou encore des innombrables prouesses de Ti-Jean, qui avait terrassé le gros Mc Pherson. Tout un monde se mettait ainsi en place, qui finissait par habiter la forêt et ceux qui la traversaient. Comment démêler la légende de la réalité et, d'ailleurs, pourquoi le faire? Le sens de ces histoires n'était-il pas de souder les travailleurs? De leur donner un imaginaire commun? De leur fournir un moyen d'affronter la peur de l'inconnu et de faire confiance à leur force ou à leur ruse?

à cette histoire religieuse, l'individu avait conscience de s'insérer dans une histoire, c'est-à-dire dans une durée longue qui avait un sens, une direction. L'éclatement des groupes qui portaient cette histoire a forcément engendré un éclatement du sens. Nous sommes désormais devant un bagage d'histoires hétéroclites, lesquelles ressemblent à ces vieux objets que l'on retrouve dans la vitrine des antiquaires.

Mais tout n'est pas si simple, car les origines religieuses de ces récits ont beau s'être estompées, ces derniers n'en continuent pas moins, encore aujourd'hui, à nous rejoindre. Je pense à la longue histoire des droits humains ou encore à cette conviction socialiste que l'avenir n'est pas fermé d'avance et que les humains peuvent le façonner. Des sceptiques disent ici que même ces restes auront tendance à disparaître, un peu comme la lumière des étoiles déjà mortes qui nous éclaire encore aujourd'hui, mais qui finira bien par s'éteindre.

Certains, en effet, n'ont-ils pas annoncé la fin de l'histoire, de l'aventure collective, et l'avènement d'une poussière de destinées individuelles, qui surgissent et disparaissent, sans direction, dépourvues de tout sens collectif? Ne serions-nous donc que de fugaces consommateurs, chacun marchant derrière sa poussette à provisions, n'ayant d'autres perspectives que le repas du soir ou la prochaine vacance au chalet? Mais qui donc, en définitive, profitera de ces perspectives? Que faire, surtout, de tous ceux et toutes celles qui n'ont pas grand-chose à déposer dans leur poussette? Un tel à-venir sera-t-il celui des seuls gagnants du grand jeu? Autant dire que chacun pourra trouver un sens à sa vie s'il réussit à gagner au casino. Au lieu de la liberté de choix promise, on retrouve tout à coup le hasard ou le destin.

Mais les histoires nationales n'ont pas été plus épargnées. Qu'on pense seulement à notre propre histoire, ou plutôt à celle qu'on nous enseignait dans les manuels. Il n'en reste que quelques pages. Nous avons déboulonné les grands personnages qui ont balisé notre brève aventure dans ce continent. Ils sont redevenus des marchands retors, des administrateurs intéressés, des aventuriers mégalomanes, des mystiques naïfs, truffés de préjugés. Nous avons même réussi à enfermer tous les Amérindiens dans quelques pages, hautes en couleurs, certes, mais en appendice à la grande histoire collective. Il a suffi des événements d'Oka pour qu'ils sortent de l'oubli et que nous acceptions leur présence incontournable.

Certes, tout n'est pas négatif dans cette remise des pendules à l'heure. L'his-



Jean-François Leblanc/STOCK

La fête des tam-tams à Montréal, dans le parc Jeanne-Mance. C'est à partir du plaisir que nous avons à vivre et à grandir ensemble que les Québécois de toutes les origines construiront de nouveaux récits.

toire, après tout, la vraie, est peut-être tissée par d'innombrables petites gens que les conteurs de toutes couleurs réussissent à grandir par la suite. Il n'en reste pas moins que les nouveaux Québécois que sont les Trung, les Rodriguez ou les Vartanian auront beaucoup de difficultés à se retrouver dans nos épopées et toutes nos chicanes. Il nous faudra donc écrire à nouveau notre histoire, en y incluant tous les gens qui accepteront de la porter. Mais quelles bases pourraient servir d'assises à un tel travail? Quel projet d'avenir, en définitive, permettrait de reprendre tous les éléments et de leur donner vie, comme le vitrier réussit à le faire avec des morceaux de vitres aux mille couleurs? Là encore, quelles histoires voulons-nous que nos enfants aient plaisir à écouter et à raconter à leur tour?

Enfin, les récits scientifiques eux-mêmes n'ont pas échappé au moulinet. Ils avaient bien supplanté les récits religieux et passé à l'acide les récits des grandes épopées. Ils se présentaient comme l'expression du progrès, de l'objectivité, de l'humanité devenue adulte. Plus important encore, ils allaient aider les humains à être heureux, car débarrassés, désormais, des tabous et des préjugés qui engendrent les guerres et les fa-

natismes depuis des siècles. La réalité, hélas, est tout autre. La critique des sciences a, depuis un certain temps, montré l'importance de la subjectivité du chercheur. Elle a aussi pointé du doigt les intérêts des groupes qui travaillent ensemble dans les laboratoires et leur collusion avec les bailleurs de fonds. Les choix d'entreprendre telle recherche plutôt que telle autre ne sont jamais neutres. L'appât du gain ou encore des convictions personnelles en arrive même à mettre la science au service du pouvoir et à commettre des «abus de savoir».

Un exemple devrait suffire. Il y a quelques années, en Gaspésie, des scientifiques, embauchés par le gouvernement, étaient venus expliquer aux gens de l'arrière-pays qu'ils devaient quitter leurs terres et venir s'établir à l'ombre des villes. Leurs explications étaient basées sur des recherches objectives et non partisans. Après des palabres interminables et beaucoup de tristesse, un certain nombre décidèrent de s'incliner devant la science et se retrouvèrent dans des boîtes de briques, en banlieue des petites villes de la côte. Mais d'autres, comme ceux des trois villages du JAL, décidèrent de rester. Émules d'Astérix et de son village, ils tinrent tête aux technocra-

tes, aux hommes politiques et, bien sûr, aux scientifiques. Comme ils n'avaient rien contre la science, ils allèrent, du même souffle, demander à d'autres scientifiques de leur trouver des façons de développer leur coin de pays. Et les scientifiques en trouvèrent! On parla de co-opératives de patates, d'éco-tourisme et quoi encore. Aujourd'hui, les résistants sont

Renouer avec ses multiples appartenances, c'est refuser toute réduction, toute domination. C'est faire de la place en soi pour toutes ses responsabilités, comme à autant de voix d'un chœur enchanté par une même musique.

toujours dans leurs villages. Les scientifiques cherchent toujours d'autres subventions. Mais la naïveté, elle, est disparue de la carte.

Le récit, monnaie d'échange

S'il est vrai que le sens se dévoile dans une acception partagée des mêmes histoires, s'il est vrai également que les récits disponibles sont épuisés, quelle voie nous reste-t-il? Il me semble qu'une piste demeure possible: celle qui ouvre des chemins nombreux. Celle qui ouvre des chemins qui vont jusqu'au cœur. Celle qui réinvente mille et une façons de faire alliance avec les autres. Mais pour ce faire, il est indispensable de préciser le statut des récits déjà connus. Les récits bibliques s'épuisent tôt ou tard, si je pense en faire des moyens de défense contre l'imprévu ou contre les autres. Si j'en fais des coffres-forts. Ou des drapeaux. Il m'appartient de m'en servir, moins comme un abri anti-risques que comme monnaie d'échange, c'est-à-dire comme ce qui me permet d'entrer en dialogue avec d'autres récits. Je pense ici au récit de la création, qui, déjà, n'est pas unique mais double. Pourquoi ne serait-il pas une excellente façon d'entrer en dialogue avec les récits de la création des Amérindiens? Pourquoi ces divers récits

de la création, la responsabilité écologique et même une politique démocratique de l'environnement ne pourraient-ils pas s'apprendre mutuellement quelque chose? Pourquoi le sens de la création pour demain ne se dévoilerait-il pas dans cette pratique de communication? Dans un effort commun pour mettre en rapport, en relation, ce qui semblait isolé et parfois contradictoire? Du coup, la nature cesserait d'être un simple terrain de chasse. Elle deviendrait une alliée, une complice dans cette réaffirmation du créateur qui sommeille en chacun et chacune d'entre nous. Un créateur qui soit d'abord un musicien, c'est-à-dire quelqu'un qui entend une musique qui s'impose à lui et qui en fait, par la suite, un air de danse pour tout le monde.

Pour cette nouvelle histoire nationale qui est à écrire, pourquoi ne pas tabler sur ce mouvement permanent qui a fait de nos ancêtres à la fois des découvreurs et des sédentaires, des gens qui cherchent un nouveau territoire et qui ne le trouvent jamais tout à fait, un mouvement qui se retrouve jusque chez les derniers arrivants et qui constitue une sorte de courant que nous pourrions tous et toutes emprunter? Ou encore cet art du métissage, qui commence lors des premiers contacts avec les Amérindiens, qui est combattu par les orthodoxies religieuses ou élitistes, mais qui se maintient jusqu'à aujourd'hui, développant, au passage, une grande allergie aux guerres des autres et une certaine politique du compromis politique? Je ne donne ces pistes que pour montrer que les récits de notre histoire commune doivent être réécrits en tenant compte de tous les interlocuteurs et qu'il y a là plus que l'ajout d'un manuel:

la pratique d'une communication qui donne sens à une nouvelle pratique politique.

Le sens, un projet conjoint

Le sens devient ainsi un projet conjoint. Au niveau du citoyen et de la citoyenne, c'est la ville — ou la municipalité — qui devient le lieu concret où les différents récits peuvent circuler librement et se critiquer mutuellement. Il ne peut y avoir de récit unificateur, encore moins un récit unique, car les appartenances de chaque citoyen sont multiples. Renouer avec ses multiples appartenances, c'est refuser toute réduction, toute domination. C'est faire de la place en soi pour toutes ses responsabilités, comme à autant de voix d'un chœur enchanté par une même musique. La musique de cette humanité qui nous est commune et qui se découvre à chaque jour dans ce goût de vivre ensemble, inlassablement repris et recréé. C'est aussi bien réinventer à chaque jour la démocratie comme un art de réactiver des débats importants pour l'avenir de toute la ville. Des débats sans cesse à reprendre, jamais achevés, car le sens, comme la route, est vraiment intéressant et porteur de souffle s'il ne finit pas.

Un peu comme la route de la Côte-Nord qui est censée se terminer aux limites de Havre Saint-Pierre. Les habitués de la place savent bien qu'elle continue. Avec un air entendu, ils vous laisseront comprendre que les traces, qui sont imprimées dans la butte, vous font signe, vous invitant à défier, à votre tour, la fin du chemin. ■



STOCK

ENVIRONNEMENT, DÉVELOPPEMENT, RESPONSABILITÉ

par André Beauchamp¹



Jean-François Leblanc/STOCK

Il est urgent de construire le savoir collectif à partir d'échanges entre les experts, les décideurs et la population.

Quelles sont les urgences et les problèmes majeurs de notre monde? À cause de la manière dont les médias structurent nos façons de voir et de penser, nous avons tendance à percevoir la crise actuelle à partir de ses conséquences plutôt que de ses causes. Les conséquences observées et dénoncées, c'est d'une part la crise écologique avec ses désastres, ses accidents, ses dysfonctionnements. C'est aussi la crise politique et sociale, dans les rapports Nord-Sud comme dans les rapports internes à chaque société tels que révélés, par exemple, par le suicide, la violence ou la maladie mentale. Jamais n'aura-t-on autant vu de chances objectives d'être heureux que dans le monde occidental, mais jamais n'y aura-t-on vu autant de désespérance.

Nous pouvons nommer à l'infini ce qui va mal, puisque chaque jour apporte son lot de malheurs nouveaux. Nous savons moins bien pourquoi cela va si mal. Nous savons que les relations fondamentales qui nous constituent comme êtres humains sont désorganisées, désorientées, mais nous savons moins bien pourquoi et jusqu'à quel point elles le sont. Pour porter ce jugement, il faudrait détenir comme une vérité première et irré-

ductible sur ce que nous sommes, mais cette notion même est fragile, contestée et ne peut faire l'objet d'un consensus.

En fait, nous ne pouvons pas dire si la vie aujourd'hui est meilleure ou pire que celle d'il y a un siècle ou celle d'il y a vingt siècles. Plus modestement, nous avons conscience aujourd'hui d'un certain nombre de contradictions ou de dysfonctionnements de l'écosystème écologique et social.

Quelle est la cause derrière le phénomène? À l'origine, nous pouvons pointer du doigt la révolution industrielle qui est le fruit

1. Le texte qui suit reprend la communication donnée par M. Beauchamp au Groupe de Vézelay. Financé par la Fondation pour le progrès de l'Homme, cet organisme est un rassemblement d'humanistes francophones intéressés par la réconciliation et l'intégration du développement et de l'environnement dans une perspective de solidarité internationale. Le Groupe prévoit organiser des États généraux de la Planète en 1999. À cette fin, le Groupe de Vézelay

d'une révolution culturelle et philosophique plus que le résultat précis de telle ou telle découverte. Cette révolution-là a changé le monde: elle a bouleversé les conditions matérielles de la vie, modifié le rapport au milieu écologique, remodelé l'image de soi de l'être humain, permis la société de consommation et le boom démographique, amorcé des crises et des guerres et mis en route le capitalisme mondial intégré².

Derrière la révolution industrielle, il y a une révolution intellectuelle et ce que nous appelons la science. La science qui interprète et change le monde. On connaît l'aphorisme de Marx sur ce point. La science – et son prolongement ambivalent, la technique – nous a permis de changer le monde et nous a, du fait de son efficacité, enfermés dans une certitude close. Pour un temps, il semble que l'humanité a su quoi faire et comment faire. Mais hélas, le résultat de ce savoir mène aussi à une crise.

Il ne s'agit pas de revenir au temps d'autrefois, mais de prendre acte de nos incertitudes. L'incertitude est le concept clé de la notion de risque. Le péril des âges anciens pouvait résider dans l'ignorance pure et simple, au temps où l'être humain semblait un esquif aux mains de la nature. Appelons cela une ignorance de premier niveau. Le péril actuel serait celui d'un savoir clos, la négation de l'incertitude au sein de nos savoirs. Cherchant à nier le danger au nom d'un savoir efficace en certains secteurs, mais trop court et ignorant de ses propres limites, nous courons à notre perte. Il s'agit ici d'une ignorance de second niveau, la négation du non-savoir par l'extrapolation d'un savoir prétentieux. C'est l'ignorance de l'ignorance.

La science ne sait pas tout, ou plutôt la science ne saisit que de façon provisoire un objet qui la fuit au fur et à mesure qu'elle s'en empare. Un peu comme l'ombre est le corollaire de la présence de la lumière projetée sur un objet, l'incertitude accompagne la recherche. C'est ainsi que plus notre société recourt à la science pour son développement, plus des zones d'incertitude progressent également. Des risques nouveaux surgissent qui engendrent à leur tour des peurs qui peuvent aller jusqu'à la panique.

L'humanité risque ainsi de mourir de ce qui lui a permis de s'affirmer et de devenir espèce humaine, à savoir la parole, la culture, la connaissance. On peut se demander si l'intelligence n'est pas un cadeau empoisonné, une boîte de Pandore qui, une fois ouverte, laisse les maux se répandre. D'où la nécessité de ce que j'appelle une éthique du savoir, de la réinsertion de l'éthique dans le projet de connaissance, de la culture du doute, ou tout au moins de la modestie dans le savoir. D'autres expriment cette tâche comme la nécessité de lier science et esthétique, science et conscience, science et spiritualité. Toujours l'intention est d'échapper à un savoir clos, aveuglement crispé sur un domaine trop étroitement défini, pour déboucher enfin sur un savoir ouvert.

D'où la nécessité aussi de décroquer les savoirs et d'ouvrir dans la société des espaces de débat. Ma pratique profes-

sionnelle se situant surtout dans le domaine de l'éthique et de la participation publique, on comprendra que je prêche pour ma paroisse en insistant sur l'urgence de construire le savoir collectif à partir d'échanges constants et à double sens entre les experts, les décideurs et la population. Un savoir clos mène au totalitarisme, fût-il technique, scientifique ou idéologique.

Dans le prolongement de cette affirmation, il me semble aussi que nos sociétés ne sont plus capables de décider. L'appareil politique se vide de sa substance. D'une part, il y a trop de décisions à prendre et les questions sont trop complexes pour le temps que peut leur consacrer le politicien. La décision devient dysfonctionnelle. D'autre part, la fragilité politique rend le politicien vulnérable à la volatilité d'une opinion publique superficielle, celle des sondages et des informations spectaculaires. Par ailleurs, nous avons mis en place d'immenses appareils suréquipés. Inlassablement, ces appareils produisent des décisions absurdes dans un univers kafkaïen. Le politicien se trouve ainsi coincé entre un appareil trop complexe et une opinion publique chauffée à blanc dans le plus court terme.

Sur quelles valeurs fonder le monde de demain?

Le malaise actuel n'est pas réductible à une simple crise écologique. S'il l'était, on pourrait se satisfaire d'un agenda écologique, comme on le voit émerger dans certains milieux. Les priorités seraient celles de l'énergie, de l'alimentation, de l'urbanisation, du contrôle des pollutions, de la croissance démographique.

La crise étant plus globale, il faut aller plus loin sans négliger l'écologique.

Il faudrait mettre en route ce que dans les milieux de l'immigration nous appelons une culture publique commune, c'est-à-dire un certain nombre de convictions et de principes organisateurs qui, sans prétendre figer les réalités ou imposer une chape doctrinale sur les diversités politiques, sociales et culturelles, permettent de déterminer les questions essentielles et d'assurer un vivre ensemble sinon harmonieux, du moins capable de gérer les conflits.

Je me trouve assez à l'aise avec les sept valeurs et principes mis de l'avant par le Groupe de Vézelay: principes de gérance et d'alliance avec la nature, d'humanité, de responsabilité, de frugalité, de sauvegarde, de prudence, de diversité³.

J'insisterais personnellement sur deux aspects. L'un concerne ce que l'on pourrait appeler la tension sécularité-sacralité et l'autre, le principe démocratique.

CONSERVEZ RELATIONS

Protégez votre collection de 1993

- Un volume relié, pour le lecteur qui nous fait parvenir ses 10 numéros: 23\$ (taxes et frais d'envoi compris, si un chèque accompagne la commande)
- Un volume relié, quand nous fournissons les numéros de la revue: 37\$ (taxes et frais d'envoi compris, si un chèque accompagne la commande)
- Un cartable: 15\$ (taxes et frais d'envoi compris)

Relations, a/s Mme H. Desmarais, 25 Jarry ouest, Montréal, H2P 1S6 Tél.: (514) 387-2541

Je suis personnellement croyant et théologien, de foi catholique. Mais j'estime que la sécularité est un acquis fondamental pour ne pas dire définitif, libérant la recherche de contraintes et de restrictions nuisibles à la longue à la liberté et à la quête même de la vérité. La sécularité a permis à la pensée scientifique d'éclore. En ce sens, elle nous a donné accès à ce que l'on appelle la modernité.

Mais comme les fruits de cette modernité paraissent amers, il importe de retrouver un sentiment de sacralité nouveau devant le milieu naturel certes, mais aussi devant la réalité historique elle-même. Je ne parle pas en termes d'animisme ou de totémisme, mais plutôt dans le sens d'une articulation concrète de la transcendance. Toute la poésie repose déjà sur la fonction symbolique, sur un second horizon de la réalité qui en dévoile la profondeur. Sans retourner à la magie, il faut développer ce supplément de sens prégnant dans la réalité cosmique et humaine. Pannikar parle de «cosmothéandrie». Il faut parler ici moins de religieux, terme souvent lié à un système de croyances, que de spiritualité. Ou faudrait-il parler de post-sacralité, c'est-à-dire d'une réappropriation de la sacralité par-delà la nécessaire sécularité? Utilisant volontiers la technique tant pour notre vie personnelle que pour la conduite de nos affaires, cultivant volontiers la science et la recherche de type scientifique, nous confiner à une sacralité naïve nous conduirait à une forme de schizophrénie. Il nous faut donc à la fois rendre compte de notre âge technique et parvenir à une sacralité seconde qui serait comme une conscience vive de la totalité.

L'autre aspect touche la démocratie et rejoindrait le principe de Vézelay dit de responsabilité. Actuellement, l'Occident cherche à vendre la démocratie à l'occidentale, avec un risque probable de colonialisme. Au-delà des régimes qui la mettent en oeuvre, la démocratie présuppose que chaque personne est investie d'une dignité inaliénable et qu'elle est appelée à être sujet de l'histoire: histoire personnelle, histoire économique, sociale et politique. Ce principe de non-aliénation ou de responsabilité suppose plus qu'une démocratie formelle: il exige des pratiques sociales où la personne et les communautés affectées par les décisions ont droit à l'information préalable et à la participation. Il est intéressant de noter que dans la pratique de l'environnement, il est maintenant acquis qu'une évaluation environnementale n'est pas achevée si la population concernée n'a pas été prise en compte et tout au moins écoutée.

Quelles sont les priorités d'action?

Je ne suis pas en mesure de définir des priorités d'action pour les différentes régions du monde. Mais il me semble que deux objectifs doivent être poursuivis.

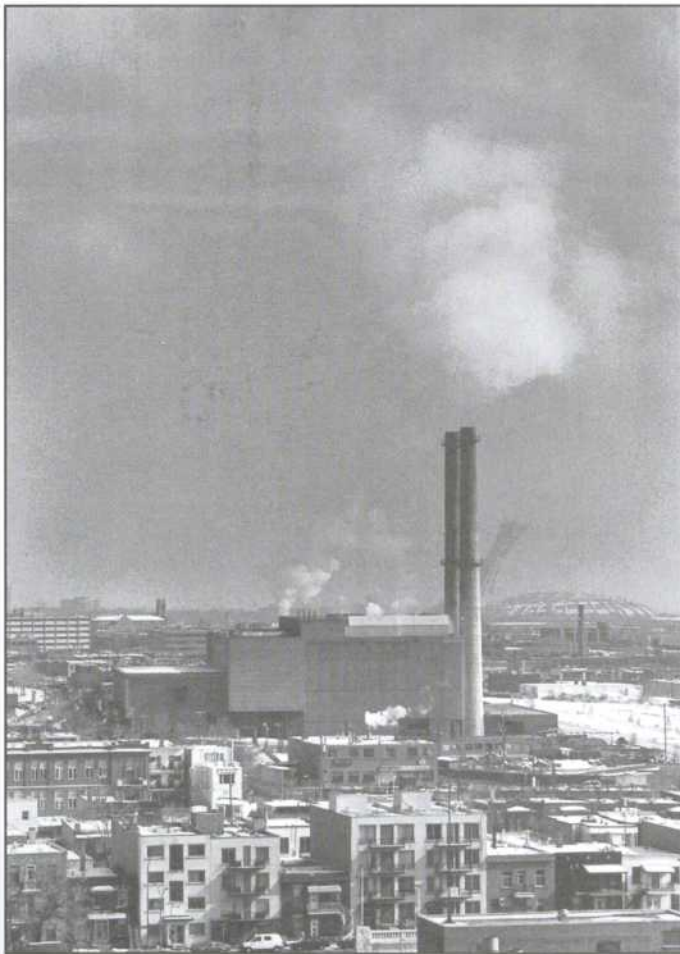
1. organisait une Convention préparatoire tenue à Vaux de Cernay (26-30 septembre 1993), et réunissant une soixantaine de participants et participantes venus du monde entier. Chacun était invité à attirer l'attention sur un point particulier, à partir d'un texte de plateforme qui abordait trois questions: quels sont les urgences et les problèmes majeurs? Sur quelles valeurs fonder le monde de demain? Quelles sont les priorités pour l'action et comment infléchir le cours des choses?
2. L'expression CMI: capitalisme mondial intégré est de F. Guattari: *Les trois écologies*, p. 40.
3. *Environnement et développement dans une perspective humaniste*, p. 19-20.

Le premier est de s'assurer que l'expansion industrielle et la production à l'occidentale, surtout en ce qui touche l'exploitation des ressources naturelles dans les pays dits en voie de développement, soient soumises préalablement et partout à une évaluation environnementale préliminaire, cette évaluation supposant une étude technique et une consultation publique d'abord des populations concernées. Nous avons raison de craindre une nouvelle expansion du capitalisme sauvage et il faut appliquer des mécanismes contraignants d'intégration des projets à une grille de développement durable.

Dans le même esprit, le contrôle de la pollution industrielle doit suivre la même filière. Nous connaissons le laxisme des pavillons de complaisance dans le domaine de la marine. Sur un plan international, la grande industrie soumise aux pressions de la compétition n'arrive pas à s'appliquer des règles d'éthique strictes. Il faut ici que le droit impose ce que la conviction ne parvient pas à faire.

Au fond, si la crise actuelle de l'environnement prend son origine dans l'âge industriel et que cette crise a plutôt tendance à s'aggraver qu'à se résoudre, l'objectif prioritaire doit être de discipliner la nouvelle expansion de l'âge industriel. Autrement, nous redoublons la crise en pensant la régler.

La crise présente n'est ni totale, ni fatale. Mais elle exige de nous un immense sursaut de responsabilité. ■



Une évaluation environnementale n'est pas achevée si la population concernée n'a pas été écoutée.

Normand Blouin/STOCK

UNE PASSION POUR LA VIE

Entrevue avec Ivone Gebara

Depuis 1969, Ivone Gebara a enseigné à l'Université catholique de Sao Paulo, à l'Institut de théologie de Recife et, comme professeure invitée, à l'Institut Supérieur de théologie Lumen Vitae de Bruxelles. Plusieurs revues ont aussi sollicité sa collaboration, entre autres, la revue *Concilium*. Elle a écrit plusieurs livres, dont *Marie, Mère de Dieu et mère des pauvres* (1987) (traduit en plusieurs langues), *La vie religieuse, de la théologie patriarcale à la théologie féministe* (1992) et *Pouvoir et non-pouvoir des femmes* (1991). Céline Dubé, du Réseau oecuménique des femmes, l'a rencontrée pour *Relations*.

Céline Dubé — *Comment une théologie féministe de la libération s'est-elle développée au Brésil?*

Ivone Gebara — Depuis l'émergence de cette théologie, avec la parution, en 1970, du premier livre de Gustavo Gutierrez, *La théologie de la libération*, les théologiens parlaient des pauvres, en général, à partir d'une analyse qui les identifiait aux personnes économiquement pauvres, à une classe, au prolétariat, à la masse des paysans. Vers 1976, on commence à percevoir qu'il existe chez les pauvres des groupes distinctifs, dont les femmes qui souvent apparaissent comme une simple question en passant, comme l'appendice d'un livre ou le paragraphe d'une page... Puis les femmes théologiennes deviennent plus actives: les sujets qu'elles abordent touchent leurs réalités spécifiques, elles s'ouvrent un espace et commencent à féminiser les concepts théologiques, à percevoir que Jésus choisit ses disciples tant chez les femmes que chez les hommes, à mettre en évidence le leadership exercé par les femmes dans l'Église primitive.

Malgré ces avancées, la structure de pensée théologique reste fondamentalement la même; l'égalité revendiquée par les femmes ne touche pas la grande tradition chrétienne en ce qui a trait à la façon de comprendre Dieu et la transcendance. Ce n'est que lorsque les femmes théologiennes osent critiquer les fondements de la théologie traditionnelle, avec ses dogmes, sa compréhension du pouvoir et du salut dans l'Église, que s'amorce un questionnement plus en profondeur. Au fond, la théologie féministe remet en question la vision du cosmos qui soutient la théologie chrétienne, de même que le modèle anthropologique qu'elle propose. Elle critique le système patriarcal, ce système vainqueur qui a éliminé tant d'autres essais de compréhension de Dieu et de l'humanité au cœur des âges.

C.D. — *Quel est l'apport le plus important des femmes dans la théologie de la libération?*

I.G. — Depuis les années 1980, nous, les femmes théologiennes, sommes devenues des «sujets» faisant de la théologie à partir de notre propre réalité. Nous avons introduit quelque chose de très important dans le discours: l'opprimé n'est plus vu

uniquement dans son homogénéité, car il est opprimé à cause de sa race, de sa culture, de sa réalité sexuelle. C'est l'articulation entre le genre, la classe, la culture, la race qui a été le plus grand apport des femmes.

Par exemple, au Brésil, les Indiennes pleurent l'extermination de leur peuple, l'assassinat de leurs fils et filles, la condamnation de leurs croyances. Les Noires souffrent du mépris de leur couleur et ne peuvent accepter que l'on se serve de l'inculturation de l'Évangile pour détruire leur héritage. Les Métisses recherchent leur identité mélangée qui pourrait être belle si les idéologies du «blanchissement» des races ne torturaient leur corps et leur esprit, les aliénant de leur histoire. Et les Blanches? Appauvries ou complices, dominées ou dominatrices, elles sont condamnées à perdre leur humanité, leur histoire propre et elles répètent des histoires imposées, des identités préfabriquées, des réductions en esclavages réciproques.

Les femmes perçoivent un écart entre les déclarations patriarcales de l'institution qui croit être le seul chemin de salut et la fragile vie quotidienne, la vie des peuples dans sa riche di-

La théologie féministe critique le système patriarcal, ce système vainqueur qui a éliminé tant d'autres essais de compréhension de Dieu et de l'humanité au cœur des âges.

versité et dans ses approximations du mystère de la vie. Quel fossé aussi entre les exhortations adressées aux femmes, et les blessures qu'elles sentent dans leur chair, les joies qui secouent leurs entrailles!

C.D. — *Comment les femmes sortiront-elles de ce fossé?*

I.G. — Nous vivons un moment de douleur qui est aussi un moment de grâce, parce que ces remises en question sont accompagnées d'une espérance qui pousse en nous et qui s'annonce lentement comme une grossesse collective. Une nouveauté fragile est en train de faire irruption parmi les appauvries et dans certains mouvements d'intellectuelles: l'idée que la vie est elle-même divine dans tous ses aspects. Cette réorganisation du sens même de la vie humaine annonce quelque chose qui deviendra chair historique au prochain millénaire. Justement, dans ce fossé, se trouvent les semences d'une nouvelle compréhension de l'être humain et d'une nouvelle vision du monde.

C.D. — *Qu'entendez-vous par cette nouvelle vision et cette nouvelle compréhension?*

I.G. — En cette fin de siècle, nous assistons à un grand changement de paradigmes scientifiques, sociaux-culturels, politiques et religieux. Nous commençons à avoir d'autres points de références pour nous comprendre comme êtres humains. Ces nouveaux paradigmes pourraient être résumés comme ceci: aujourd'hui, nous nous reconnaissons comme communauté humaine, génétiquement liés avec tous les êtres vivants, dans un processus d'évolution en lien avec l'ensemble du cosmos. Et cette conscience nous invite à une responsabilité différente de celle que nous avons vécue jusqu'ici. Elle nous amène à revoir dans la pratique, au niveau de l'expérience, notre système de valeurs, à remplacer la compréhension hiérarchique de l'univers par une conception d'interdépendance de l'existence à tous les niveaux.

La terre entière et tous les peuples sont liés par une même destinée, non au-delà de l'histoire, mais ici même. Donc, il s'agit de repenser ensemble notre mission commune de sauver la vie. Cette réalité nous oblige à nous penser autrement comme chrétiennes et chrétiens et à nous situer d'une autre manière par rapport aux différents credos religieux. Chacun a sa contribution à donner, dans un dialogue nouveau qui touche l'essentiel de la vie.

C.D. — *Cette perspective change-t-elle notre façon de concevoir le rôle des chrétiens et des chrétiennes dans le monde d'aujourd'hui?*

I.G. — Oui. Dans cette perspective, il faut sortir de l'idéologie du Peuple élu, du Peuple de Dieu, qui fait de nous un peuple séparé. Il faut plutôt nous voir comme un seul peuple de la terre, à partir de nos grandes différences. Nous ne sommes pas les seuls à être sel de la terre et lumière du monde. Le sel et la lumière ne sont pas le privilège d'un peuple, d'une religion, d'un sexe. Nous sommes tous et toutes sel avec saveur ainsi que sel sans saveur. Nous sommes ce mélange de lumière et de ténèbres et il faut nous accueillir dans la simple réalité d'être des hommes et des femmes à la fois différents et semblables. Le triomphalisme religieux qui nous a façonnés n'a plus de place dans cette recherche d'un monde nouveau qui doit permettre la vie à toutes et à tous. Accueillir ce nouveau chemin signifie que nous nous reconnaissons comme de simples êtres humains, tissés de vie, passionnés par la vie et désirant profondément nous entraider. Cette difficile aventure consiste à trouver de nouveaux gestes pour nous donner la main autrement, pour tisser de nouveaux liens avec les peuples et la terre entière.

C.D. — *Comment cette théologie féministe éclaire-t-elle le quotidien des femmes et des plus pauvres?*

I.G. — Cette théologie essaie de comprendre le quotidien des pauvres, qui consiste fondamentalement à lutter pour la survie. Nous, les théologiennes (qui luttons pour survivre, mais autrement, car nous ne luttons pas pour le pain quotidien comme ces femmes de milieu populaire) parlons de notre expérience. Notre théologie est un tout petit effort pour libérer ces femmes de la culpabilité que la foi traditionnelle leur a mise sur le dos: culpabilité d'être femme, d'avoir un corps. Culpabilité que la société aussi leur a mise sur le dos: si la société ne marche pas bien, s'il y a des difficultés dans le ménage ou avec les enfants, on répète que c'est à cause d'elles. Cette théologie féministe veut s'approcher des problèmes quotidiens; elle n'est pas un enseignement dogmatique ni un enseignement de la Bible aux femmes. C'est plutôt un essai de reprendre leur vie, d'être soeurs, d'écouter et parfois de se taire, tout en sachant qu'on ne



Céline Dubé

Ivone Gebara: «Aujourd'hui, nous nous reconnaissons comme communauté humaine, génétiquement liés avec tous les êtres vivants, dans un processus d'évolution en lien avec l'ensemble du cosmos».

peut pas aider à résoudre le problème. Ce qui éclaire le quotidien, ce n'est pas à proprement parler la théologie; c'est la proximité, la relation, l'acte de dire: «Moi, je m'approche de...», c'est l'amitié, la solidarité pour changer les relations.

C.D. — *Parlons maintenant des expériences concrètes que vous vivez au Brésil avec les femmes de milieu populaire.*

I.G. — Pour parler des expériences, je voudrais préciser quelque chose qui me tient à coeur. Souvent, des personnes, surtout des hommes, disent que le féminisme n'est pas une affaire populaire, mais seulement l'affaire des femmes de classe moyenne et des intellectuelles. Je ne suis pas d'accord. Le mot «féminisme» n'est pas utilisé par les femmes de milieu populaire, mais ces luttes des femmes pour leur dignité, dans les rapports entre femmes et hommes, dans les rapports plus larges de la société, dans la lutte pour survivre, pour trouver des moyens économiques alternatifs comme les cuisines collectives, les pharmacies communautaires, etc., tout cela, c'est du féminisme dans la pratique. Une femme qui devient députée ou professeure d'université n'est pas plus féministe qu'une femme qui a trouvé son moyen de vivre en vendant des gâteaux. Quand cette dernière dit: «Maintenant, j'ai la tête levée, je peux regarder les personnes yeux dans les yeux», c'est là où le féminisme veut arriver.

Revenons à une expérience concrète que j'ai vécue avec un groupe de femmes dans un bidonville du Brésil. On m'avait demandé de parler du féminisme. Alors j'ai posé la question: «Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus?» Une femme de soixante-dix ans a demandé la parole: «Moi, j'ai toujours été obéissante à mon mari et c'est à cause de cela qu'on n'a jamais eu de problèmes. Il m'a dit: "Ma femme, tu dois avoir les cheveux longs" et voilà, je les ai. — "Tu ne dois jamais mettre de vernis à



Bureau des missions jésuites

Nous sommes ce mélange de lumière et de ténèbres,
et il faut nous accueillir dans la simple réalité
d'être des hommes et des femmes à la fois différents et semblables.

ongles, ni de rouge sur les lèvres" – Je n'en ai jamais mis. – "Tu ne dois pas porter de boucles d'oreilles" – Je n'en ai jamais eues jusqu'à ce jour». Quand elle a dit cela, je l'ai regardée, surprise, car elle portait de grandes boucles d'oreilles et j'ai dit: «Et vos boucles d'oreilles?» Alors elle dit: «Ah! mais là, c'a été une grande lutte!» Et elle a raconté comment elle est arrivée à avoir des boucles d'oreilles. Je parle de cette histoire comme d'une espèce de symbole pour dire que le féminisme, dans les milieux populaires, il faut le trouver là, aux points stratégiques où on a mal, où la dignité a été récupérée. Cette femme a récupéré sa dignité par les boucles d'oreilles, l'autre, par son travail, l'autre par la façon dont elle est arrivée à se mettre en rapport avec son mari... Je pense que le point de départ peut être très différent.

Mes expériences concrètes viennent de groupes de femmes très divers qui se racontent. Se raconter, c'est quelque chose de très dangereux, particulièrement dans une société patriarcale, surtout lorsque les femmes racontent leur intimité, leur vie de couple (ce que les hommes ne font pas). Ce que les femmes font alors, c'est dire en public ce qui est public, mais qui a été décrété comme privé. Il y a quelque chose de très révolutionnaire dans ce qui est en train d'être vécu.

Il y a aussi une façon de travailler pour la justice sociale qui n'est pas nécessairement celle des hommes. Souvent, on a identifié «faire la justice» avec «prendre les armes», «entrer dans un parti politique» ou «organiser un syndicat». Ce sont des manières officielles, mais les femmes en ont trouvé d'autres.

La justice sociale ne concerne pas seulement la question économique. Elle vise aussi les relations entre les sexes. Pen-

dant longtemps, on a compris la justice sociale en rapport avec le travail rémunéré, les lois pour obtenir des salaires plus équitables. Je suis tout à fait d'accord pour dire que c'est de la justice sociale, mais c'est aussi l'égalité qui est exigée quand on revendique des lois qui garantissent la réalité du corps des femmes. Par exemple, les femmes qui travaillent dans les fabriques au Brésil revendiquent qu'on ne les soumette pas à des examens pour savoir si elles sont enceintes ou pas. Pour moi, respecter biologiquement leur corps est aussi une question de justice sociale.

C.D. – *Mme Gebara, les femmes vont-elles libérer l'humanité?*

I.G. – Pendant longtemps, nous avons pensé qu'une élite allait libérer le reste de l'humanité et que les gens développés allaient aider les sous-développés. Cela n'a pas marché. On a changé cette approche en disant que les pauvres allaient se sauver. Le projet encore une fois a échoué. Je ne peux pas affirmer que les pauvres guériront leurs blessures. Car la société est un tissu de plusieurs mailles tricotées ensemble. Il faut compter sur la solidarité nationale et internationale. De plus en plus, il faut parler d'une convocation de toute l'humanité. Les mouvements de la base sont importants, mais c'est aussi important de trouver des hommes et des femmes du monde politique, scientifique et intellectuel qui soient au service des gens. L'objectif est de changer la société afin de procurer plus de vie pour tout le monde, à commencer par ceux et celles qui n'en ont pas. ■

Nouveaux tarifs

La revue *Relations* se voit dans l'obligation d'augmenter ses prix (qui restent très modestes malgré l'augmentation des coûts réels et les impacts négatifs de l'actuelle récession). À compter du 1^{er} janvier 1994, les nouveaux tarifs seront:

• à l'unité: 3,50\$ • un an: 25,00\$ • deux ans: 45,00\$ • à l'étranger: 27,00\$

RECENSIONS DE JANVIER

lectures

Coll.: La question sociale hier et aujourd'hui

Alain Touraine: Critique de la modernité

Pauline Côté: Les transactions politiques des croyants

PNUD: Rapport mondial sur le développement humain 1993

M.- A. Burnier: Abbé Pierre et Bernard Kouchner, Dieu et les hommes

La question sociale hier et aujourd'hui

Cent ans après la parution de l'encyclique *Rerum Novarum* de Léon XIII, des acteurs sociaux se réunissaient en mai 1991 à Québec pour faire le point sur l'évolution de cette encyclique. Heureuse initiative de la Faculté de théologie de l'Université Laval et de l'Église diocésaine de Québec, le Colloque du Centenaire de *Rerum Novarum* rassemblait des gens du Québec, de France, de Belgique, d'Afrique noire, d'Amérique latine.

Les actes de ce colloque, publiés sous le titre *La question sociale hier et aujourd'hui*, témoignent du souci des participants de s'interroger sur le rapport de l'Église au monde et sur le devenir d'un monde en constante transformation.

Qualifiée de grande charte de l'activité sociale chrétienne, l'encyclique *Rerum Novarum* aura servi d'inspiration pour toutes ces personnes qui cherchent à comprendre l'évolution sociale et à remédier aux maux du temps.

Les textes des exposés s'articulent autour de quatre grandes thématiques qui constituent les grands axes de réflexion du colloque. Une première partie intitulée «cent ans d'enseignement social» nous livre un aperçu de l'histoire de la rédaction de *Rerum Novarum*, et différentes études sur la réception et l'influence de l'encyclique en France et au Québec. La deuxième étape traite d'un vaste problème. Parler des rapports historiques souvent difficiles entre l'Église et les divers mouvements socialistes, montrer comment le discours ecclésial officiel et les pratiques ont évolué face à cette problématique représentent un bon défi. Dans «christianisme social et socialisme chrétien», il sera intéressant de voir les intervenants

confronter l'enseignement social de l'Église aux doctrines et pratiques des chrétiens socialistes d'hier et d'aujourd'hui.

La troisième section, «économie et travail», ouvre une réflexion sur les problèmes économiques et sociaux actuels dans les pays industrialisés: les inégalités sociales, les nouveaux prolétariats, les politiques rurales et familiales, l'écologie. Un regard est porté sur la situation contemporaine pour analyser et proposer des voies de solution sous l'éclairage des principes chrétiens.

Dans le quatrième grand chapitre, «l'interpellation du tiers monde», la théologie de la libération y est clairement énoncée. Les intervenants spécialistes du tiers monde et des invités de marque de l'Amérique latine nous sensibilisent sur les problèmes cruciaux auxquels ils sont confrontés et nous interpellent. D'autres questions importantes seront

abordées, plus spécialement la condition des femmes, la condition ouvrière dans le tiers monde, l'endettement du tiers monde, la mission et le service de la paix.

Finalement les Actes, après avoir traité de l'accueil du Québec aux immigrants et de la condition des communautés autochtones, nous projettent vers l'avenir en formulant une déclaration invitant toutes les personnes de bonne volonté à s'engager à réduire les écarts entre riches et pauvres.

En parcourant les Actes du Colloque, le lecteur est impressionné par la variété et la qualité des interventions. Une telle entreprise a cependant ses limites. Certaines communications auraient mérité un plus grand développement. Un volet sur l'enseignement social des autres Églises chrétiennes aurait certes été apprécié. Un constat important, d'ailleurs souligné par une participante, c'est l'absence des femmes à titre de conférencières, spécialistes ou théologiennes dans les plénières. Une parole des femmes aurait sans doute enrichi le contenu de ce colloque, entre autres dans la section traitant de la théologie de la libération.

Au-delà de ces observations, les actes du Colloque représentent une contribution très importante pour notre temps. Plus que le simple rappel d'un anniversaire, ils nous proposent un retour aux sources et nous invitent à retrouver pour notre époque la lucidité et le souffle d'un Léon XIII, pour mieux cerner et nommer les nouveaux défis et écrire dans les solidarités concrètes de la vie quotidienne l'Évangile de ce temps. Au fil des diverses interventions, on sent l'interaction de l'engagement et de la réflexion doctrinale. Comme le souligne un délégué, nous assistons à la rencontre des «docteurs du dire» et des «acteurs du faire», à la mise en commun des approches théoriques et des pratiques sociales.

La question sociale hier et aujourd'hui nous livre une expérience spirituelle et sociale vécue par des hommes et des femmes épris de justice et de paix, identifiés explicitement ou non à l'Évangile mais tous engagés dans la construction d'un monde respectueux de la dignité humaine. Cela nous permet de mieux saisir cette grande espérance qui traverse les actes du Colloque *Rerum Novarum* et qui est bien exprimée par Mgr Gérard Drainville: «Mon espérance vient du fait de la solidarité des petits, des pauvres, des femmes et des jeunes qui peuvent créer des choses nouvelles, inédites. J'ai coutume de dire que la terre est un jardin confié par Dieu aux humains; malheureusement la «grande» économie en a fait une jungle en créant beaucoup de

«dinosaures» qui écrasent tout sur leur passage. Mais l'évolution biologique nous dit que les dinosaures sont disparus écrasés sous leur propre poids et que ce sont les petits organismes qui ont poursuivi l'évolution. Je suis persuadé par ma foi que c'est ce qui va arriver à notre monde: ce sont les petits de l'Évangile qui auront le dernier mot; ne lâchons pas» (p. 451).

La question sociale hier et aujourd'hui, en plus de tracer un chemin de la conscience chrétienne depuis un siècle, se veut un outil efficace de travail pour les personnes engagées dans la transformation du monde. ■

Jean Périgny

Critique de la modernité

dans son dernier livre intitulé *Critique de la modernité*, Touraine propose une explication de la séparation entre rationalisation et subjectivation qui a été effectuée par la modernité, et il insiste sur la nécessité de rétablir une relation entre elles ainsi qu'entre la science et la liberté, la connaissance et la conscience. Il montre, en effet, que la modernité s'est affirmée en récusant le sujet au nom de la rationalisation. Les intérêts et la rationalité instrumentale ont pu ainsi prévaloir sur la subjectivité et les passions. Les potentialités créatrices du sujet ont été soumises aux exigences d'une rationalisation qui s'est révélée productrice d'imposition sociale et politique.

Cette façon de construire la modernité est aujourd'hui en crise. Des constats sur divers thèmes centraux le démontrent. Les acteurs historiques qui furent les principaux protagonistes de cette modernité dans sa phase industrielle ne semblent plus capables d'en assurer la continuation et ne semblent plus les porteurs et les promoteurs de la confiance dans le progrès. Le conflit qui voyait s'opposer ces principaux acteurs, les industriels et le mouvement ouvrier, a perdu sa centralité dans la structuration de la vie sociale. Ensuite, le principe intégrateur de cette vie sociale semble s'éloigner des pratiques qui ont accompagné la modernité elle-même. La politique, l'économie et la cul-

ture ne sont plus intégrées entre elles comme ce fut le cas dans le passé. La rationalisation semble concerner seulement la production, et la consommation n'est plus en connexion avec les exigences de cette production.

Le triomphe de la raison apparaît ainsi comme celui de la seule rationalité instrumentale et la libération annoncée par l'idée de progrès ne s'est pas réalisée et n'est pas non plus en voie de réalisation. En outre, les changements qui semblaient s'annoncer pour la construction d'un nouveau champ des acteurs sociaux centraux sont encore loin d'être assimilables à un processus de maturation. Cela est démontré par le fait que les nouveaux mouvements sociaux, qui semblaient annoncer l'émergence d'un nouvel acteur populaire, tardent à s'affirmer. Mais il n'y a pas seulement une crise et une difficulté de structuration de nouveaux acteurs sociaux. Une fissure, en effet, recommence à paraître entre les exigences de la rationalité instrumentale et les affirmations du sujet. Le sujet ne peut pas être réduit à une telle rationalité et il se situe dans la tension entre l'appel à la spécificité et l'ouverture vers l'universel. Il n'accepte pas les impositions qui sont exercées par cette rationalisation et il est dissident au nom de la volonté de contrôle qu'il veut exercer sur sa propre créativité et sur son histoire.

Le sujet semble ainsi annoncer d'une part la possibilité de répondre aux impositions et d'autre part la recherche de la définition du sens là où n'apparaît que crise d'intégration entre les composantes de la vie sociale. Il annonce de cette manière la possibilité de construction d'un acteur là où tout semble le nier. Le sujet, qui n'avait jamais vraiment disparu de la vie sociale, annonce à l'heure actuelle la possibilité à la fois d'une opposition à l'emprise de la rationalité instrumentale et de la formulation d'un projet de modernité. Ce projet dépasse les phases de la crise d'intégration et de rationalisation de la modernité et semble annoncer la reconstruction de celle-ci sur le fondement de la tension entre la passion et la raison.

Le retour du sujet dans les sciences sociales actuelles représente une nouvelle affirmation de cette tension, qui n'a jamais disparu des pratiques sociales et qui, de nouveau, prend une place importante dans les débats intellectuels, suite à l'éclipse de l'influence centrale des idées structuralistes. En somme, dans ce livre, Alain Touraine se fait le défenseur d'une néo-modernité où le sujet qui produit la modernité est à la fois liberté et histoire, projet et mémoire. ■

Jean-Guy Vaillancourt

Les Transactions politiques des croyants

au temps de la Grande Noirceur, le Premier ministre Duplessis affrontait les Témoins de Jéhovah devant les tribunaux. Récemment, un membre important du cabinet Bourassa traitait les membres de ce groupe de parasites sociaux. En ce contexte, il est évident que les nouveaux groupes religieux ne laissent pas indifférent le pouvoir politique et que les dirigeants de ces mouvements doivent composer avec «César».

Ce livre de Pauline Côté apporte ainsi un éclairage détaillé sur les transactions politiques des croyants membres des Témoins de Jéhovah et du Renouveau charismatique avec l'État québécois. Cet ouvrage, construit à partir d'une abondante documentation, propose une analyse précise de la question, mais dans une démarche d'érudition scientifique parfois aride.

En soi, l'idée d'observer les régulations étatiques de mouvements religieux minoritaires est d'un grand intérêt. Elle favorise une compréhension neuve de ces groupes souvent mal connus et elle permet de mieux saisir leur démarche d'insertion au sein de la société. Toutefois, cette analyse ne saurait se détacher de l'histoire concrète de ces mouvements et des objectifs de conversion du monde qui justifient leur action.

De fait, l'auteure illustre bien qu'aucun mouvement religieux ne saurait se démarquer du politique. Elle démontre ainsi que malgré un certain fixisme politique et moral de l'idéologie des Témoins de Jéhovah, ceux-ci ont su composer avec diverses situations politiques. Par ailleurs, elle n'essaie pas de dissimuler l'autoritarisme de la structure hiérarchique de cette organisation internationale.

Sa démonstration semble moins convaincante en ce qui concerne le Renouveau charismatique. Foncièrement, l'auteure ne décrit pas assez explicitement les liens institutionnels de ce groupe avec l'Église catholique. Ainsi, les Charismatiques sont plutôt une minorité à l'intérieur d'une Église qu'un groupe minoritaire indépendant. En faisant ressortir davantage ce fait, l'auteure aurait pu sans doute élargir sa recherche et faire saisir des nuances idéologiques qui n'apparaissent pas bien dans son propos.

Néanmoins, ce livre constitue une démarche originale fort utile. Après le relevé sous forme d'étude de marché réalisé par Reginald Bibby (*La religion à la carte*, paru chez Fides) qui faisait le constat de

la fragmentation généralisée des croyances, le livre de Pauline Côté creuse de l'intérieur le discours minoritaire de deux groupes religieux présents dans ce nouveau paysage social. Son ouvrage permet ainsi de préciser davantage quelques composantes spécifiques de la pratique particulière de ces groupes. Il rend compte surtout, par une approche audacieuse de l'expérience concrète, de ces mouvements minoritaires que certains craignent et qui ne traduisent pourtant qu'une re-composition du tissu social et religieux traditionnel de notre société. ■

Serge Gauthier

Rapport mondial sur le développement humain 1993

pour toutes les personnes que le sort de l'humanité intéresse, le *Rapport mondial sur le développement humain*, publié annuellement pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), devrait servir d'ouvrage de référence important. En plus d'offrir une abondance de données statistiques difficiles à obtenir par ailleurs, l'édition de 1993 accorde une attention particulière aux multiples facettes de la participation populaire au processus de développement, «analysé sous l'angle des marchés, des pouvoirs publics et du mouvement associatif» (p. 32). Pour des raisons de justice mais aussi de stricte efficacité, il est urgent, insistent les auteurs du rapport, de remettre les personnes au centre des débats. De manière concise et concrète, le rapport explique donc la nécessité de mettre en place des marchés plus conviviaux, de décentraliser les pouvoirs publics et de repenser l'efficacité des organisations non gouvernementales. En quelques dizaines de pages, on voit ainsi apparaître un tableau réaliste de la situation mondiale, illustré par des exemples venant de tous les coins du monde.

Devant un rapport comme celui du PNUD, on peut certes s'interroger sur la pertinence d'un exercice qui semble vouloir comptabiliser tous les aspects de la vie individuelle et collective afin de les présenter en tableaux et en diagrammes.

Néanmoins, ce type d'exercice est le seul qui rende possible l'analyse de l'évolution d'un pays donné et qui permette les comparaisons internationales. Il montre ainsi qu'il est possible de faire plus avec moins, et il illustre le poids réel des décisions politiques prises par les différents pouvoirs en place. En cela, il a une valeur considérable. Regrettons en terminant la mauvaise qualité de la traduction française du rapport. ■

Francine Tardif

Dieu et les hommes

dans ce livre, nous assistons à la rencontre de deux Français très engagés: l'abbé Pierre et Bernard Kouchner. L'un et l'autre militent, en unissant l'action concrète sur le terrain à la dénonciation dans les mass media. «Il est plus difficile de tuer devant les caméras», dira Kouchner. Alors qu'il était le premier titulaire du ministère de l'Action humanitaire, il a forcé l'ONU à s'impliquer fortement en Somalie, après en avoir ramené illégalement des images troublantes. Paradoxalement, ces deux amis ont une conception de la vie diamétralement opposée. C'est là l'aspect le plus intéressant du livre, où les questions existentielles sont posées sur la base d'expériences intenses peu communes.

L'abbé Pierre est capucin. Après sept ans au cloître, il s'implique dans une paroisse des Alpes françaises, lors de la guerre de 39. Il y devient rapidement passeur de Juifs vers la Suisse et membre actif de la Résistance. Hébergement d'«ennemis» politiques, fabrication de faux documents, passages clandestins de frontières, arrestations, fuites... Il y a des circonstances où on doit transgresser des lois, si on veut éviter d'accepter l'inacceptable. Élu député après la guerre, il fonde en 1949 le mouvement Emmaüs pour venir en aide aux sans-logis, tout en offrant une opportunité de bénévolat à un homme qui voulait se suicider: «Pourrais-tu me donner un coup de main avant d'aller te tuer?» Mais c'est en 1954 que l'abbé fait sa marque en inventant la technique du tapage médiatique. Alors qu'il apprend que le Parlement lui refuse une subvention pour des HLM, il découvre à Paris un bébé mort de froid. Usant de tout

son poids d'ex-député décoré de la Résistance, il écrit une lettre ouverte au *Figaro* où il invite le ministre du Logement à assister à l'enterrement. Depuis, il continue amoureusement le même combat. Selon lui, le mal est inconciliable avec un Dieu-Amour qui a donné une liberté absolue à l'humain.

«Nous sommes fragiles, malléables, nous sommes humiliés d'être fragiles et manipulables et nous ne sommes pas portés au bien héroïque. Mais ce n'est pas vrai que nous sommes plus portés au mal qu'au bien. Nous avons tous deux yeux, certains ferment un oeil pour ne pas voir le mal, d'autres ferment l'autre oeil pour ne pas voir le bien (p. 31). Pour moi, la Foi est la certitude que l'Éternel est Amour quand même. Le quand même est essentiel (p. 39). Je pense qu'il n'est pas croyable le croyant qui croit sans ce quand même: il triche.» (p. 49)

Bernard Kouchner n'adhère pas du tout à cette vision du monde. Fondateur de Médecins sans frontières et de Médecins du monde, il a vu trop de guerres de religions où les deux camps massacraient des civils, pour croire en un dieu. Il est impossible qu'un Dieu-Amour ait permis des massacres comme Auschwitz. Dieu n'existe pas et l'humain est essentiellement mauvais par sa nature biologique. Aussitôt qu'il a été guéri dans un hôpital de campagne par des bénévoles qui risquent leur propre vie, que fait le soldat? Il retourne trop souvent tuer des femmes et des enfants, alors qu'il est souvent lui-même un père de famille. Il a vu assez d'horreurs pour se persuader de l'absurdité de la condition humaine autant dans les pays affligés par la guerre que dans nos pays occidentaux où les gens dorment, s'amusent ou se droguent. Mais pourquoi alors ce médecin continue-t-il de risquer sa vie? Parce qu'il ne peut être indifférent à la souffrance. Parce qu'il refuse obstinément, pour lui-même, l'absurde. Parce qu'en se préparant au pire, il a vaincu la peur. Parce qu'il a découvert le bonheur dans les re-

merciements de ses malades. Parce qu'il est convaincu que tous les Français peuvent dépasser leurs «limites animales», puisqu'il l'a fait lui-même.

Ce livre se lit comme un bouquin d'aventures. Lorsque Kouchner raconte les sentiments qui l'habitent lors de ses retours de missions, j'ai été surpris par tant de sincérité. Les deux hommes font un vibrant appel à la jeunesse, qui mériterait d'être lu dans les écoles. Les propos sur la politique et sur l'Église sont mordants. Les réflexions sur les médias, les sociétés modernes, l'illégalité, sont toujours rattachées à du vécu. Le philosophe n'y trouvera rien de neuf, mais j'ai été conquis par de tels cheminements de vie qui nous interpellent. Le croyant et tout autant l'athée, trouveront leur compte dans ce livre où transcende l'humain. ■

Bernard Hudon

Livres reçus

Parmi les livres reçus ces derniers mois, *Relations* vous signale les ouvrages suivants:

– Georges Verreault, *Journal d'un prisonnier de guerre au Japon 1941-1945*, Sillery, Septentrion, 1993; 318 p.

– Jean-Paul Desbiens, *Journal d'un homme farouche 1983-1992*, Montréal, du Boréal, 1993; 368 p.

– Frans Cromphout, *Les jeunes croient... Comment?*, Bruxelles, Lumen Vitae, 1993; 124 p.

– Gilles Gougeon, *Histoire du nationalisme québécois. Entrevues avec sept spécialistes*, Montréal, VLB, 1993; 173 p.

– Jean Éthier-Blais, *Le siècle de l'abbé Groulx*, Montréal, Leméac, 1993; 261 p.

– Guy Côté, *Résister. Le combat d'une*

espérance têtue, 70 p.; André Myre, *Scandale! Jésus et les pauvres*, 62 p.; Robert David, *C'est pas fini! La création, d'hier à demain*, 63 p., Montréal, Paulines, collection Déclic, 1993.

– André Beauchamp, *Introduction à l'éthique de l'environnement*, Montréal, Paulines, 1993; 222 p.

– Marcel Viau, *La nouvelle théologie pratique*, Montréal/Paris, Paulines/Cerf, 1993; 301 p.

– Gaston Chalifoux, *L'école à recréer. Décrochage: réalités et défis*, Montréal, St-Martin, 1993; 168 p.

– Jean-Yves Soucy, *Le fruit défendu*, Montréal, Les Herbes Rouges, 1993; 232 p.

– Jean-Paul II, *La splendeur de la vérité. Lettre encyclique Veritatis Splendor du Souverain Pontife Jean-Paul II sur quelques questions fondamentales de l'enseignement moral de l'Église*, St-Laurent, Fides, 1993; 191 p.

Comité des ministères de l'Assemblée des évêques du Québec, *Communautés et ministères au Québec: situation, questions, défis*, St-Laurent, Fides, 1993; 36 p.

– Gilles Sauvé, *Famille. Violence et pauvreté*, Outremont, Novalis, 1993; 112 p.

– André Fortin, *Les galeries du Nouvel Âge*, Outremont, Novalis, 1993; 318 p.

– Coll. (sous la dir. de Pierre Dandurand), *Enjeux actuels de la formation professionnelle*, Québec, IQRC, 1993; 275 p.

– Coll., *Ni curés ni poètes. Les laïques en animation pastorale*, Montréal, Paulines, 1993; 269 p.

– James Hillman, *La beauté de Psyché. L'âme et ses symboles*, Montréal, Le Jour, 1993; 335 p.

– Dalai Lama et Eugen Drewermann, *Les voies du cœur. Non-violence et dialogue entre les religions*, Paris, Cerf, 1993; 123 p.

– Coll. (sous la dir. de C. Bernier, R. Laflamme, F. Morin, G. Murray et C. Rondeau), *La négociation collective du travail. Adaptation ou disparition?*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993; 279 p. ■

références

Coll. (sous la dir. de Jean Richard et Louis O'Neill), *La question sociale hier et aujourd'hui. Colloque du centenaire de Rerum Novarum*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993; 613 p.

Alain Touraine, *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992; 463 p.

Pauline Côté, *Les Transactions politiques des croyants*, Ottawa, Pres-

ses de l'Université d'Ottawa, 1993; 257 p.

PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 1993*, Paris, Economica, 1993, 255 p.

Michel-Antoine Burnier, *Abbé Pierre et Bernard Kouchner, Dieu et les hommes*, Paris, Robert Laffont, 1993; 232 p.

Se former
aujourd'hui...
... Pour risquer
l'avenir

Entre le ghetto et l'assimilation

Prophètes et Sages : deux modes de vie

B.602 | Du 25 au 28 janvier
Mardi et jeudi: 9h à 11h50; 13h30 à 15h20
Mercredi et vendredi: 9h à 11h50
Paul-André GIGUÈRE

Action pastorale et présence à son milieu social

D.101 | 3 lundis
Les 31 janvier, 7 et 14 février
De 9h à 11h50; 13h30 à 15h20
Sylvain LEBLANC

Soutenir la croissance des adultes dans la foi

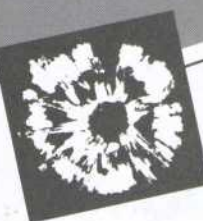
A.717 | Les 11 et 18 février
De 18h30 à 20h50
Les 12 et 19 février
De 9h à 11h50; 13h30 à 15h20
Note : Avoir suivi la session A.705
sera un atout.
Paul-André GIGUÈRE

Apprendre à voir l'Église et son milieu

A.719 | 5 lundis soir
Les 14, 28 février, 7, 14 et 21 mars
De 18h30 à 21h20
Luc CHARTRAND

L'évangile du dimanche : de l'exégèse à la prédication II

B.819 | Les textes johanniques du Carême et
de Pâques 1994
Les 18, 19, 25 et 26 février
Les 18 et 25 : 18h30 à 20h50
Les 19 et 26 : 9h à 11h50; 13h30 à 15h20
Michel GOURGUES



INSTITUT DE PASTORALE

2715 • Chemin de la Côte Sainte-Catherine
Montréal (Québec) • H3T 1B6

1 crédit / session

Inscription : 10 \$

Scolarité : 55 \$

Renseignements :
(514) 739-3223

relations

janvier-février 1994 3,50\$ no 597

SOMMAIRE

face à l'actualité 3

Les États généraux du monde rural trois ans après (H.-P.P.) – L'éducation populaire autonome survivra-t-elle? (D.G. et M.V.) – L'éthique: une affaire de spécialistes? (J.P.) – Haïti: tempête terroriste (F.M.) – Les réactions à la dernière encyclique (G.B.)

dossier 9

À l'affût du sens

Guy Paiement	– À l'affût du sens	9
	– Le sens imposé	10
	– Le sens partagé	14
	– Le sens raconté	18

en bref 8

articles 21

André Beauchamp	Environnement, développement, responsabilité	21
Ivone Gebara	Une passion pour la vie	24

lectures 27

Photographie de la page couverture: Jean-François Leblanc/STOCK

NOS PROCHAINES SOIRÉES RELATIONS

Pour renseignements, écrire ou téléphoner à
Jean-Marc Biron ou Pauline Roy: 387-2541.

Surveiller l'annonce qui paraît dans Le Devoir,
le jour même de la rencontre.

Les lundis 17 janvier et 21 février 1994, de 19h30 à 22h00, à la maison Bellarmin
25 ouest, rue Jarry ouest (métro Jarry). Contribution volontaire : 3,00\$